N° 802 — 4 F
DU 9 NOV. AU 15 NOV. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

CGT : timides audaces

Pour que vive le Larzac

flash

CONTRE LES BANQUES SOUTENANT L'APARTHEID

Le troisième congrès du Mouvement anti-apartheid « Campagne anti-outspan » se tient ces 11 et 12 novembre à Massy, en présence de nombreuses délégations internationales, dont les représentants des mouvements de libération African National Congress, d'Afrique du Sud, et SWAPO, de Namibie. A l'heure où les relations économiques franco-sud-africaines s'intensifient jusqu'à des taux records, le MAA-CAO lance une **campagne nationale d'information et d'action contre le soutien financier des banques françaises à l'Afrique du Sud.** Tel est en particulier le thème de la table-ronde réunissant les partis de gauche, dont le P.S.U. membre du collectif de la CAO, les syndicats des banques et des représentants des églises, en présence de délégués de mouvements étrangers ayant entamé chez eux, souvent avec succès, ce type d'action (Belgique, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas). Premier élément de cette campagne : le numéro spécial d'**Apartheid, Non !**, mensuel de la CAO, **« Votre banque et l'Apartheid » :** un dossier détaillé des agissements des grandes banques françaises, nationales ou privées, qui financent l'armement et l'économie « de siège » (sic) sud-africaine. (A commander à la CAO, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 16 F franco, 90 p.)

A cette occasion, le MAA-CAO organise un grand spectacle de **« jazz blues pour la libération de l'Afrique du Sud »,** le mardi 14 novembre à la Mutualité, de 19 h à 23 h 30, avec un plateau superbe : Chris Mac Gregor (piano solo), Brian Isaacs (chanteur jongleur), le groupe de jazz-rock sud-africain Jabula (fantastique !), et aussi Toto Bissainthe, qui n'est plus à présenter, et la Troupe des 4 chemins (animation théâtrale). Entrée : 30 F (collectivités, plus de 10 : 25 F). Billets en vente dans les trois FNAC, à la librairie Syros, 9, rue Borromée, Paris 15e, et toutes les autres bonnes librairies. ■

CONVERGENCE AUTOGESTIONNAIRE DE POITIERS

La rencontre de la convergence autogestionnaire se déroulera à Poitiers le 18 et le 19 novembre à l'adresse suivante : Maison du Peuple, 21, rue Arsène-Orillard, 86000 Poitiers (centre ville).

Les carrefours auront lieu autour des thèmes suivants :

- Mouvement des femmes aujourd'hui et ses liens avec les mouvements syndicaux, sociaux et politiques.
- Les expériences de vie différente (circuits directs, consommation, vie communautaire...).
- Pratique municipale et projet autogestionnaire.
- Les nouvelles formes de la division sociale du travail.
- L'emploi et la restructuration capitaliste des entreprises (produire autre chose et autrement).
- Les radios libres, locales, municipales et l'autogestion.
- Presse parallèle.
- Autoréduction dans le cadre de vie et désobéissance civile (services publics, logement).
- Les perspectives du mouvement antinucléaire.
- Les minorités nationales.
- La militarisation de la société civile.
- Les travailleurs immigrés dans les pays capitalistes développés et l'exploitation du tiers-monde.
- La maîtrise et la préservation de l'espace rural et de la vie à la campagne.
- Le sport et les pratiques corporelles.
- La forêt : travailler et produire autrement.
- Sexualité : refus des rôles sociaux, droit à la différence.
- Les conséquences de l'informatisation de la société (rapport Nora, etc.).

La brochure de préparation de la convergence est disponible à 2 F. La demander au Front autogestionnaire, B.P. 89, 75722 Paris Cedex 15. ■

OFFRES D'EMPLOIS POUR L'ALGERIE

- **ARCHITECTE**
études chantier (35 ans) confirmé et expérience solide.
- **COORDINATEURS**
pilote-direction de travaux ingénieur E.T.P. ou équivalent.
- **RESPONSABLES SERVICE METRE-PRIX** (siège)
approvisionnement matériaux (service 2 à 3 personnes)
- **INGENIEUR V.R.D.**
ou technicien confirmé.
- **INGENIEUR METHODES**
expérience entreprise.
préfabrication organisation de chantier.

Ecrire au Journal qui transmettra.
Référence à rappeler T.S. novembre 78/1.

- **Diplômé grande école scientifique ou de gestion,** expérience minimum de 2 années dans le secteur B.T.P. avec la charge des problèmes d'organisation et/ou des problèmes budgétaires au niveau chantier et entreprise.

S'adresser au Journal qui transmettra.
Référence à rappeler T.S. novembre 78/2. ■

LE P.S.U. REÇOIT LE FRONT POLISARIO

Une délégation du Front Polisario, venue à Paris, a été reçue par le Bureau national du P.S.U. Elle a fait le point sur l'avancée de la lutte du peuple saharaoui ainsi que sur les événements survenus en Mauritanie. Elle a rappelé les initiatives de paix prises par le Front Polisario : en particulier, le cessez-le-feu unilatéral en territoire mauritanien. D'autre part, la délégation a informé le P.S.U. des décisions du 4e congrès qui vient de se tenir en territoire libéré. La délégation du P.S.U. a réaffirmé son entier soutien à la lutte du peuple saharaoui sous la direction du Front Polisario.

Pour sa part, le P.S.U. estime plus que jamais nécessaire le désengagement militaire français de la région et la reconnaissance par le gouvernement français du droit du peuple saharaoui à l'autodétermination et à l'indépendance sur l'ensemble du Sahara occidental. ■

LA BOMBE DARQUIER

L'affaire Darquier de Pellepoix fait couler beaucoup d'encre. Une question essentielle n'est cependant jamais posée. Pourquoi un journal giscardien tel que **l'Express,** dont tout indique que les dirigeants sont des adversaires de l'antisémitisme, a-t-il choisi ce moment précis pour publier une interview de cette nature ? **Le Canard Enchaîné** du 1er novembre indique une piste, sans en avoir l'air. Edmond Giscard d'Estaing ne cesse de presser son fils Président de se réconcilier avec les anciens combattants au sujet de Pétain ; Maurice Plantier, le secrétaire d'Etat, aussi. Giscard d'Estaing a décidé de donner une ampleur exceptionnelle aux cérémonies du 11 novembre et il doit présider personnellement celle du carrefour de Rethondes. Ceci s'intègre dans la bataille engagée par l'UDF contre le RPR dont les récentes petites phrases de Barre sur **« la pêche aux moules »** indique l'intensité. Le RPR et l'UDF lorgnent chacun du côté de l'extrême droite dont ils ne négligent pas l'appoint électoral et militant. La perspective des élections européennes est l'occasion d'une intensification de cette concurrence. Si Chirac polarise l'extrême droite nationaliste, Giscard peut espérer séduire l'extrême droite européenne, s'il est capable de donner des gages de bonne volonté ; en particulier des apaisements aux pétainistes.

Dans l'entourage de l'UDF tout le monde n'est pas d'accord avec cette tactique ; notamment ceux qui représentent vraiment

l'aile bourgeoise libérale, comme par exemple la direction de **l'Express.** La bombe Darquier de Pellepoix compromet sacrément l'opération.

Les réactions du pouvoir confirment cette hypothèse. La lettre circulaire de Raymond Barre adressée à Radio-France et aux trois chaînes de télévision n'a pas un seul sens. Certes elle réclame moins de **« complaisances »** lorsqu'il est question du nazisme, à la suite de la réaction de Simone Veil contre une émission de FR 3 sur Eva Braun. Mais elle veut aussi dire qu'il ne faut pas trop parler de ces choses-là, même si le silence total n'est pas souhaitable. Ce n'est pas le moment ! Quant à la procédure d'extradition engagée, elle sert seulement à donner le change aux informations sur les bonnes relations entre Darquier de Pellepoix et l'ambassade de France en Espagne. Juridiquement, tout le monde sait qu'elle n'a aucune chance d'aboutir.

Jean-Marie DEMALDENT ■

calendrier politique

● **Vendredi 10 novembre (St-Denis - 93)** : le comité anti-nucléaire, le P.S.U., les Amis de la terre de Saint-Denis organisent un débat ayant pour thème : « Nucléaire, pour ou contre ? Un choix de société ! ». Projection du film : *Condamnés à réussir*. Avec L. Puiseux, auteur de *La Babel nucléaire* et C.-M. Vadrot, journaliste. A 20 h 30 à la Bourse du travail, rue Suger, Saint-Denis (93).

● **Samedi 11 novembre (Lorient)** : le P.S.U.-Bretagne organise une table ronde régionale autour du thème « La Bretagne face au nucléaire », à partir de 16 h à l'Auberge de jeunesse du Ter. Sont invités des conseillers régionaux de gauche (P.S., P.C.F., U.D.B.), ainsi que les organisations syndicales, écologiques et culturelles bretonnes. Le P.S.U.-Bretagne prend acte des assauts du pouvoir pour imposer de nouvelles centrales nucléaires dans la région. Face à la décision prise par le conseil régional, le P.S.U.-Bretagne estime qu'il est de la responsabilité des organisations populaires de faire échouer cette véritable agression contre le peuple breton.

● **Samedi 11 novembre (Paris 15e)** : de 14 heures à 18 heures, au 9 de la rue Borromée (Mo Volontaires), assemblée générale de préparation du congrès. Assemblée générale ouverte.

● **Lundi 13 novembre (Jarville)** : le P.S.U. et Georges Paget, candidat à l'élection cantonale de Neuves-Maisons présentent un montage diapos sonorisé, réalisé par les militants P.S.U. « Vivre, produire, travailler autrement ». A 20 h 30, à l'école Florian, rue des Tilleuls, quartier Evrard à Jarville.

● **Lundi 13 novembre (Paris 15e)** : réunion-débat organisée par la fédération de Paris du P.S.U. sur « Où va le mouvement syndical ? » (congrès de la C.G.T., de la C.F.D.T., évolution de la F.E.N., l'unité d'action, les débouchés des luttes actuelles...). Le débat sera animé par des militants C.G.T. et C.F.D.T. Au 9, rue Borromée, de 19 heures à 22 heures (avec pause buffet).

● **Mardi 14 novembre (Blois)** : meeting de soutien à J. Marseault et B. Fouchault qui seront jugés le 15, à 14 heures, par le tribunal correctionnel de Blois, au palais de Justice. En 1976, pour protester contre la décision du Conseil d'Etat qui confirmait la validité de l'enquête d'utilité publique sur l'extension du camp du Larzac, ils avaient renvoyé leur livret militaire. Le meeting aura lieu à 21 heures, à la salle municipale Dupré de Blois, en présence du général de La Bollardière. Le lendemain, jour du procès, rendez-vous nombreux au palais de Justice. Un comité de soutien existe : GRAN c/o Michel Millet, 22, rue de la Loire, Madon, 41120 Les Montils, C.C.P. 9231 Z, La Source.

● **Mardi 14 novembre (Paris 6e)** : Centre populaire de formation socialiste, cycle théorique : « Marxisme et nationalité » (2e partie), par Victor Fay, de 19 heures à 21 heures, au C.R.E.F.A., 78 A, rue de Sèvres, Paris 6e, à la salle Défense.

● **Mercredi 15 novembre (Paris 15e)** : réunion pour tous les sympathisants ou nouveaux adhérents du P.S.U. Le point sera fait sur les questions que se posent les sympathisants ou nouveaux adhérents, sur les difficultés qu'ils rencontrent dans le parti. Les enjeux du congrès de janvier seront également abordés. De 19 heures à 22 heures, au 9, rue Borromée (Mo Volontaires), avec une pause buffet.

● **Vendredi 17 novembre (Paris 6e)** : toujours le C.F.P.S., cycle historique : « Jaurès et l'unité socialiste », par Madeleine Rébérioux. Mêmes heures et même adresse que le mardi 14 novembre (voir ci-dessus), à la salle Défense.

● **Vendredi 17 novembre (Hérouville)** : réunion publique du P.S.U., avec Geneviève Petiot, à 20 h 45, à la salle polyvalente du Val-d'Hérouville (à côté de Caen).

humeur

Ils sont fous, ces Autrichiens !

LES commentateurs sérieux et les économistes distingués nous l'ont fait savoir dès lundi à midi : les Autrichiens sont des irresponsables et leur gouvernement l'est encore plus qui a commis l'incommensurable erreur de leur demander leur avis sur la construction des centrales nucléaires. Comment peut-on à ce point dévoyer la démocratie en faisant reposer le destin du choix de quelques-uns sur l'humeur du plus grand nombre ? Telle est la question posée dans de nombreuses gazettes où l'on sait ce qui est bon pour le peuple même lorsque ce peuple l'ignore encore.

Résultat de la légèreté du chancelier Bruno Kreisky : voilà l'Autriche privée de centrales nucléaires à cause d'un vote. « *Retenez-nous ou on va faire un malheur*, chialaient les technocrates, *il y a eu de par le monde un gouvernement assez stupide, assez imprudent pour organiser un référendum sur le nucléaire.* » Même les Suisses avaient eu la sagesse d'éviter ce piège grossier tendu par la démocratie.

Là où l'affaire se corse, c'est que ce benêt de Kreisky, probablement encore imprégné de socialisme d'un autre âge, a baissé les bras devant l'irresponsabilité populaire : il a tout simplement déclaré que quoiqu'étant, lui, pour le nucléaire il avait — donc — décidé d'y renoncer ; et d'interrompre les travaux de la seule centrale atomique déjà en construction dans le pays.

Il est évident que ce type n'a pas le sens de l'Etat.

Ce n'est pas en France que l'on tolérerait un tel laissez-aller, que l'on laisserait le peuple donner libre cours à ses mauvais instincts. Le laxisme, on sait où cela commence, mais on ne sait jamais comment cela se termine.

En France, on a déjà eu une trentaine de référendum locaux dont un seul, celui de Flamanville, a été favorable aux centrales nucléaires, et on s'est bien gardé d'en tenir compte. Aux Français — dixit Giscard qui dans un moment de faiblesse électorale avait un jour expliqué que l'on n'imposerait jamais une centrale à une population réticente —, on demande désormais de dire s'ils veulent des centrales intégrées au paysage ou des centrales peintes en rouge pour que les oiseaux migrateurs ne se posent pas dessus. Eventuellement, on leur demande si, le nucléaire, ils aiment cela ou non, tout en leur expliquant que de toutes façons il n'est pas question de — debout S.V.P. — « *remettre en cause le choix énergétique de la France.* » Repos.

Rien que d'imaginer les écolos expliquant le nucléaire à la télé sans être surveillés par Elkabach, le gouvernement et E.D.F. en ont des picotements dans la tête. Car, évidemment, qui dit référendum dit campagne électorale. Ce serait quasiment le chaos et le retour à l'obscurantisme.

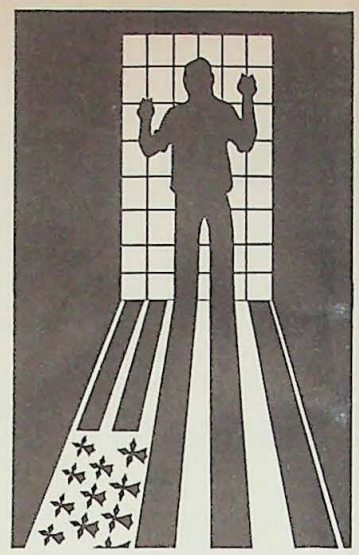
Ces Autrichiens n'ont décidément pas un atome de bon sens.

C.-M. VADROT

flash

VENTE D'ARMES ET DESARMEMENT

« Vente d'armes : la politique française », « Convertir les industries d'armement » : deux titres, deux brochures, un seul combat, pour le désarmement. A travers ces pages très bien informées, le M.D.P.L. (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, président Claude Bourdet) donne aux militants un instrument de grand intérêt pour réunions, débats, informations... Les mécanismes économiques et politiques de la vente des armes sont décortiqués. Un outil pour l'action. Les deux fascicules : 6 F, à commander au M.D.P.L., B.P. 21 35, 34026 Montpellier. ■



CREDIT PHOTO :
P. 1 : D.R. ; P. 6 : Christian Weiss ; P. 7 : Collombert ; P. 10 : D.R. ; P. 13 : D.R. ; P. 14 : Françoise Claire ; P. 15 : D.R. ; dessins Filipandré.

L'ARMEE CONTRE LES EBOUEURS

Une fois encore (la sixième depuis 1970), l'armée tente de briser une grève des éboueurs parisiens. Chirac aura sans doute droit aux félicitations de Barre : faire **« nettoyer la capitale »** par des travailleurs recevant 240 F par mois constitue une leçon de rigueur économique.

Il y a quelques années, face à une telle intervention de l'armée, il était difficile de répondre concrètement. Aujourd'hui une chose a changé. Le mouvement des soldats a grandi, s'est renforcé, s'oriente progressivement vers une pratique syndicale : pétition pour les transports gratuits, lutte sur les conditions de vie et de travail, sur l'hygiène et la sécurité. Au cours de ces luttes, le mouvement des soldats a su obtenir le soutien des syndicats ouvriers.

On ne peut que regretter que l'appel d'I.D.S. (Informations pour les Droits du Soldat) **« à soutenir les soldats dans toutes les formes de résistance à cette mission injustifiée »** n'ait guère été entendu.

Cette absence de riposte des organisations ouvrières est grave. Ce genre de « missions spéciales » contre les éboueurs, les aiguilleurs du ciel, les conducteurs du métro, mais aussi le fameux plan Polmar lors de la marée noire et l'opération « paille » lors de la sécheresse de 1976, sont autant d'aspects de la militarisation de la société.

Aujourd'hui, il est nécessaire de trouver les formes de résistance sur le terrain à cette militarisation. Le mouvement des soldats est un des éléments central dans cette lutte où il faut, et c'est possible, dépasser les déclarations de principe.

Nino BARDI,
commission armée P.S.U. ■

GALA DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS BRETONS

Un gala de soutien aux prisonniers bretons aura lieu à la Mutualité, le lundi 13 novembre, à 20 h 30. Y participeront les chanteurs et militants de la cause bretonne : Alan Stivell, Gilles Servat, Glenmor.

27 Bretons sont aujourd'hui détenus dans les prisons de la région parisienne, la plupart à Fleury-Mérogis. Certains d'entre eux sont inculpés pour délit d'opinion.

Ces prisonniers réclament une accélération de l'instruction de leur dossier, la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat (juridiction contraire à la convention européenne des droits de l'homme), une réelle information de l'opinion publique de leur démarche militante et du mobile de leur détention.

Dans un texte collectif, rédigé à Fleury-Mérogis, les prisonniers bretons déclarent notamment :

« Certains (d'entre nous) font partie du F.L.B. (Front de Libération de la Bretagne), d'autres pas.

Certains ont fait des attentats, d'autres pas [...]

Quant au terrorisme, que faut-il en penser ? Faut-il le voir dans les quelques bombes symboliques qui ont été déposées par des membres du F.L.B., ou bien faut-il le voir dans l'implantation d'une centrale nucléaire ou d'une base de sous-marins atomiques, pour ne prendre que cet exemple ?

Nous disons, nous, détenus politiques bretons, qu'une centrale, qu'un sous-marin nucléaire, que l'équilibre de la terreur que l'on appelle par euphémisme de la dissuasion, avec les atteintes de plus en plus graves portées contre notre environnement, que les salaires de misère, que le chômage constituent de véritables bombes dans tous les sens du terme, autrement plus dangereuses que celles du F.L.B. et dont on ne sait pas quand elles vont exploser. »

Le C.O.B.A.R. (Comité Breton Anti-Répression) invite toutes les personnes conscientes de l'attitude répressive du pouvoir à témoigner leur solidarité à la soirée du 13 novembre. ■

ALAIN HAIE « REFORME »

Alain Haie, jeune engagé déserteur, emprisonné à Rennes (cf. **T.S.** n° 800) a été libéré le mercredi 25 octobre. Après un entretien de cinq minutes avec un psychiatre militaire, il a été déclaré **« réformé P3 »**, en tant que **« déséquilibré atteint de paranoïa »**. Alain se trouve ainsi dans une situation paradoxale : comme réformé, il doit toucher sa solde pendant six mois ; il doit cependant comparaître bientôt devant le T.P.F.A. pour désertion... Le comité de soutien reste vigilant.

Après le cas de Jean-René Quinard, le sergent déserteur condamné récemment à une peine de principe (3 mois avec sursis), celui d'Alain Haie confirme que le soutien public apporté aux accusés a une influence déterminante sur les décisions prises par les autorités et les juges militaires. ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

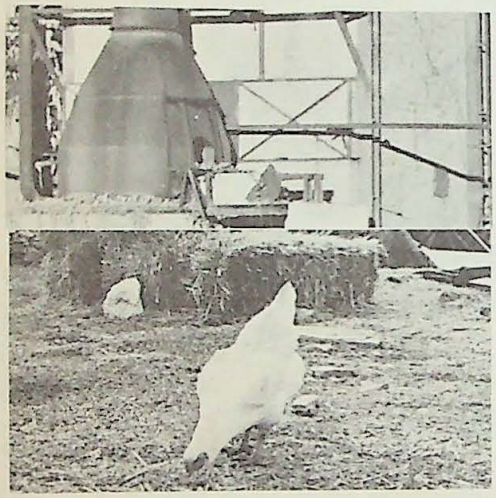
Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche
● **Où va la France ? :** L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Deslhiat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● **Et pourtant elle tourne :** J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● **Les Armes de la critique :** G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique » 9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse :
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

sommaire

Editorial
L'autre rationalité
par **M. Mousel** ..... p. 5

Où va la France ?
Pour que vive le Larzac
par **les paysans du Larzac** .... p. 6-7
Dollar : une situation intenable
par **M. Anvers** ..... p. 8

Social
Marins : la paix des braves
par **J.-Y. Sparfel** ..... p. 9
40e congrès de la C.G.T. :
timides audaces
par **G. Guise** ..... p. 10



Forum de l'autogestion
Femmes : le poids du langage
et du pouvoir
par **H. Bouchardeau** ..... p. 11

Et pourtant elle tourne
Iran : un gouvernement casqué
par **A. Tlemcen** ..... p. 12
Antilles ... qui enragent (2)
par **Ph. Mariélie** ..... p. 13

Les armes de la critique
Théâtre
« Nous sommes tous des malades
de Minamata »
propos recueillis
par **F. Claire** ..... p. 14
Cinéma
L'Allemagne gauchère
par **G. Marsauche** ..... p. 15
Pour les 500 000 F :
à mi-chemin ..... p. 16

EDITORIAL

L'autre rationalité

Par Michel MOUSEL

Il y a un grand nombre de travailleurs pour qui la « période d'observation » est terminée : leurs grèves en témoignent ; le dernier conseil national de la C.F.D.T. aussi, à sa manière.

Ce doit être pareil pour nous. L'indispensable temps de réflexion auquel la Direction politique nationale avait appelé les militants du P.S.U. au printemps a été largement mise à profit, comme le montre la masse des textes reçus ; la D.P.N. en a achevé la synthèse qui servira de matériau de base à la préparation du congrès. Mais celle-ci doit être placée sous le signe d'une « remontée en ligne » du P.S.U.

Rien de subjectif dans cette affirmation. A la question, qu'il était sain de se poser, sur la place et le rôle du P.S.U., la réponse est venue pour une bonne part de l'extérieur. A travers les thèmes qui dominent chaque jour un peu plus dans la gauche politique et syndicale. Ceux que Michel Rocard a choisis pour se mettre sur orbite ; mais cela ne doit, ni nous illusionner, ni nous épouvanter.

D'un côté, il s'agit bien, dans l'ensemble, des thèmes qu'il va bien falloir aborder si l'on veut agir aujourd'hui avec des travailleurs qui ne se satisfont pas de réponses toutes faites ; qui sentent bien, parce qu'ils le vivent tous les jours, qu'il ne s'agit pas de s'attaquer au capitalisme tel qu'il a été pris en mains par la bourgeoisie le 13 mai 1958, mais tel qu'il est aujourd'hui. De l'autre, ces mêmes thèmes sont ceux autour duquel s'articule le débat stratégique fondamental.

Car, comme le dit la D.P.N., si les préoccupations de rationalité et de réalisme sont légitimes, « il y a cependant deux rationalités possibles.

« L'une part des contraintes du marché mondial sans le remettre en cause [...] ; elle est dès lors dominée par les techniques de gestion économique, qui déterminent le champ du possible en ce qui concerne le changement social. C'est la démarche, entre autres, de Michel Rocard et une tentation du courant euro-communiste. »

Or il est clair que, face à cette logique, le nationalisme plus ou moins autarcique n'offre plus aujourd'hui de réponse. Le fait qu'au CERES bien des militants n'acceptent plus les options traditionnelles de leur courant en la matière le montre bien — et permet de se demander si le Parti communiste lui-même pourra échapper à cette interrogation, comme cela s'est produit en Italie et en Espagne.

L'alternative est bien dans l'autre rationalité qui « part de l'objectif de transformation des rapports sociaux, lui soumet le choix des techniques, en déduit les conditions politiques de nature à assurer les marges de liberté nécessaires dans les rapports internationaux [...]. Cette rationalité là est celle d'un courant autogestionnaire pour qui l'autogestion n'est pas la compensation « qualitative » d'une rigueur « quantitative ».

Reste à faire en sorte qu'elle puisse s'affirmer. Faute de quoi ceux qui se posent aujourd'hui des questions risquent de n'être attirés que par la première. C'est le danger qui guette les minoritaires du CERES. Et pas qu'eux, comme je le pensais hier soir en écoutant Jean Elleinstein répondre au **Questionnaire.** Et cela, c'est notre affaire, puisque nous avons au fil des dernières années amassé des éléments — imparfaits, partiels, parfois seulement esquissés — de l'alternative à un « réformisme moderne débarrassé des incohérences du Programme commun ». Si cela nous place à un haut niveau de responsabilité, n'allons pas nous plaindre d'une telle raison d'exister !

Ce qui s'est passé entre nous et les « rocardiens » en 1974 n'était pas l'histoire de Dr Jekyll et Mr Hyde, une sorte de dédoublement de la personnalité autogestionnaire qui se résoudrait par l'absorption de quelque contre-poison. Bien au contraire. Ce que beaucoup ont pris pour des subtilités tactiques entre un tiers et deux tiers du petit P.S.U. est devenu le débat stratégique essentiel de toute la gauche. C'est la réalité nouvelle que nous devons assumer. Par notre action, par notre réflexion, par notre volonté d'être **dans** le débat. En saisissant pour cela toutes les occasions, et cela donne, par exemple, toute son importante à la convergence de Poitiers.

Désormais, nous le savons, tout projet politique à gauche sera imprégné d'« idées autogestionnaires ». Nous n'y sommes pas étrangers. Le problème est maintenant que l'autogestion n'en soit pas l'épiderme mais la colonne vertébrale. ■

où va la france ?

Le serment de 1972 des paysans du Larzac : lutter jusqu'au bout pour qu'aucun ne soit chassé.

Pour que vive le Larzac

Le tribunal de grande instance de Rodez a pris lundi les ordonnances d'expropriation concernant les communes de la Roque-Sainte-Marguerite et de la Cavalerie, afin de permettre l'extension du camp militaire du Larzac. Vingt-sept personnes, cinq exploitations, sept foyers sont ainsi directement livrés aux huissiers et aux forces de l'ordre.

Cependant, après la journée d'action et d'information du 28 octobre, un groupe de paysans du plateau et d'ouvriers de Millau ont commencé mercredi leur grande marche : 710 kilomètres du Larzac à Paris, où ils veulent rencontrer Giscard, président de la République et chef suprême des armées.

Cette semaine, Tribune socialiste donne la parole aux paysans du Larzac. Ils s'expliquent ici sur le sens de leur action, sur ce qu'ils espèrent — moins de l'Elysée sans doute que de la solidarité des travailleurs et des militants qu'ils rencontreront en route.

La signature par le Préfet de l'Aveyron des arrêtés de cessibilité sur deux communes concernées par l'extension du camp du Larzac (1) vient de nous prouver que le gouvernement a décidé de passer à la phase finale : les expropriations et l'expulsion des paysans de leur ferme et de leur terre. Lassé d'une résistance obstinée au projet d'extension du camp militaire, le pouvoir a cru le temps venu de porter un coup final à la lutte du Larzac.

Pour nous, Paysans du Larzac, qui depuis huit ans, expliquons pourquoi nous ne saurions accepter cette décision qui veut nous priver de notre travail et nous chasser de notre lieu d'existence, ce nouveau coup de force légal ne change rien à notre engagement et à notre détermination.

Puisque c'est à l'Elysée que les choses se décident, nous marcherons à travers la France, du Larzac jusqu'à Paris pour demander au Président de la République, chef suprême des armées, l'annulation de ce projet d'extension. Après huit ans de lutte non-violente, nous exigeons que soit enfin pris en considération notre serment de 1972, nous engageant à lutter jusqu'au bout pour qu'aucun d'entre nous ne soit chassé. La plus grande partie des paysans concernés n'a jamais pris en considération l'octroi éventuel d'avantages financiers. Devant le diktat actuel nous ne pouvons pas plus accepter la nomination d'un **« Monsieur Larzax »** venant s'ajouter sur la liste déjà longue des illusionnistes payés par le pouvoir. Nous réclamons la paix, la dignité, et le droit de vivre et travailler sur nos terres. Nous sommes fermement décidés à lutter jusqu'au bout et nous voulons, à travers cette marche, le faire savoir à tous les Français.

Pas les seuls concernés

Nous venons de mesurer, au cours des dernières semaines, combien notre combat est populaire dans toutes les couches sociales, et surtout chez les travailleurs confrontés aux difficultés quotidiennes nées de la politique désastreuse du gouvernement. Le pou voir comptait sans doute sur la démobilisa tion de tous ceux qui nous ont apporté leu soutien. Or, partout en France, des voix s sont élevées, des manifestations ont été o ganisées. Les plus hautes autorités intelle tuelles, spirituelles, politiques et même m litaires nous assurent de leur soutien. Con me on le déplore en haut lieu : **« Le Larza cela ne se passe pas aussi facilement qu'o croyait... »** Nous serions en deçà du soutie populaire qui est le nôtre, et de notre pr pre lutte, si par cette marche la démon tration n'était à nouveau faite que les prince qui nous gouvernent peuvent être plein c certitudes et se tromper constamment.

Les raisons de notre opposition au proj d'extension du camp militaire sont bie connues : cette décision, prise au mépr de la population concernée et de ses élu politiques, professionnels et consulaires, e une atteinte intolérable à la démocratie, a droits et à la dignité de la personne huma ne. Elle ruinerait notre région, non seul ment en condamnant 83 emplois, mais e accélérant l'exode et la désertification, alo

que depuis huit ans, malgré la menace d'extension, la production de lait a augmenté de 42 %, les surfaces cultivées de 29 %.

Elle consacrerait l'utilisation des terres agricoles à la mise au point des moyens de destruction les plus modernes, expédiés dans toute la planète, et à l'entraînement contre un « ennemi intérieur » d'autant plus insaisissable qu'il s'agit en fait de tous les opprimés qui relèvent la tête.

Mais au-delà de nos personnes, de nos familles, de nos outils de travail, cette décision engage l'avenir de toute une région, et c'est pourquoi nous ne sommes pas les seuls concernés ; c'est pourquoi nous n'entendons pas réduire le sens de notre initiative à nos seuls problèmes.

Témoigner et soutenir

A travers la lutte que nous avons menée contre la machine administrative et judiciaire, nous avons découvert ce qu'est la solidarité avec les travailleurs et tout d'abord au niveau de notre propre région, où le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter à mesure que les petites entreprises de Millau licencient ou ferment leur porte. Certes, cette unité n'a pas toujours été sans difficultés ni contradictions. Comment pourrait-il en être autrement, entre ceux que le pouvoir et ses appareils a toujours cherché à opposer ? Mais au fur et à mesure de notre prise de conscience des problèmes de l'emploi et des conséquences, pour d'autres que nous-mêmes, de l'extension du camp (chômage, spéculation foncière, détournement des équipements collectifs), nous avons ressenti que cette solidarité ne se situait pas seulement au niveau des idées, d'une sympathie abstraite pour les luttes ouvrières, qui rencontraient le même adversaire, mais que cette solidarité était concrète, quotidienne, immédiate. Nous en voulons pour preuve la création d'une caisse de solidarité avec les ouvriers en grève de Millau, financée par le fruit des récoltes de terres de l'armée. Nous tenons à signaler que ce geste a bien été fait dans le seul souci d'une solidarité effective avec les travailleurs de Millau, sans aucune pensée de récupération, ni d'opportunisme.

Tenus dans le même mépris, victimes de la même politique, paysans du Larzac et travailleurs de Millau et de sa région, se sont retrouvés côte à côte dans les grands moments de la lutte du Larzac, comme dans toutes les luttes, pour la défense de l'emploi.

Cette marche, à laquelle des travailleurs de Millau participent, manifeste notre volonté de travailler, de vivre et de décider au pays.

Cette volonté, nous ne sommes pas les seuls à l'exprimer. Face à la politique d'austérité ouvertement et cyniquement proclamée par le Gouvernement ; face à l'extension du chômage et à la poursuite de l'inflation ; face à l'abandon programmé, pour le plus grand profit des trusts et des firmes multinationales, de secteurs entiers de l'activité économique ; face à la désertification planifiée, malgré les discours officiels, de régions promises essentiellement au tourisme et à l'armée, la résistance des travailleurs s'organise : la montée des luttes sociales en est actuellement la preuve.

C'est pourquoi, partout où nous passerons en marchant, nous apporterons le témoignage de notre propre combat et nous soutiendrons celui de tous ceux qui, dans les usines, les bureaux et les campagnes, refusent la résignation et la passivité, et se mobilisent, individuellement et collectivement. Dans cette situation, nous pensons que notre initiative, à son échelle, peut être l'occasion d'une convergence de forces populaires, qui tout en luttant contre des difficultés immédiates, n'en nourrissent pas moins des débats sur un autre type de développement et un autre type de société.

Car d'autres voies sont possibles, qui, sans rien céder sur l'emploi ni sur la progression du niveau de vie, permettent d'envisager, dans le cadre d'une lutte politique globale, de produire autre chose et différemment.

Le socialisme que nous voulons

C'est à partir de notre lutte quotidienne que nous avons été amenés à réfléchir sur certains problèmes, tout en sachant que d'autres le font aussi à partir de leur propre expérience :

- les impératifs de la Défense Nationale nécessitent-ils obligatoirement la destruction de la nature et de l'environnement ?
- la prospérité de notre pays doit-elle se faire au détriment des peuples du tiers monde, opprimés par des régimes que notre gouvernement soutient et fournit en armes ?
- la sécurité et l'indépendance de la France conduisent-elles obligatoirement au développement d'un armement et de l'énergie nucléaire qui supposent une militarisation à outrance de la société et une mise en otage des populations civiles ?
- la recherche d'un autre type de défense et de lutte contre l'exploitation capitaliste du territoire ne suppose-t-elle pas d'autres critères de bien-être et une nouvelle définition collective des besoins et de leur production ?

Nous ne prétendons pas faire le tour des problèmes et apporter des réponses toutes faites à ces interrogations. L'occasion d'une lutte concrète est de permettre la mise en commun de nos réflexions avec celles d'autres travailleurs en lutte et d'alimenter ainsi le débat collectif et la mobilisation, en vue des changements fondamentaux qui permettront à chacun de devenir maître de son destin.

La construction du socialisme que nous voulons devra prendre en compte les problèmes des couches sociales représentées par les paysans et par les ouvriers. Le Larzac est bien ce terrain propice pour l'arracher de ces problèmes, grâce à des actions ponctuelles comme cette marche sur Paris.

Cette marche représente pour nous un engagement physique et durable, au même titre qu'une grève pour les ouvriers. Comme une grève, elle sera, sans doute, la source de difficultés dans nos travaux agricoles. En suivant le parcours de 300 000 Aveyronnais actuellement déportés à Paris, nous espérons briser le mur du silence et créer un rapport de forces qui assurera le succès de notre lutte et contribuera à la défense de tous les exploités et des opprimés. **C'est pour cela que nous vous invitons à partager notre combat.**

LES PAYSANS DU LARZAC ■

(1) Cf. T.S. nº 798 : Les labours de la colère.

LE SOUTIEN DU P.S.U.

La Direction Politique Nationale du P.S.U., réunie à Paris le 5 novembre 1978, réaffirme son soutien aux paysans du Larzac dans la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac.

Après l'arrêté de cessibilité des terrains situés sur les communes de la Cavalerie et de la Roque-Ste-Marguerite, la mobilisation populaire a prouvé que l'unité la plus large se réalise autour des paysans du Larzac pour l'aboutissement de leurs revendications (non à la militarisation de la société, vivre et travailler au pays, droit des minorités nationales).

Le P.S.U. appelle au renforcement des comités Larzac.

Le P.S.U. appelle à soutenir et à populariser toutes les initiatives des paysans du Larzac, des comités Larzac et du Comité millavois : en particulier la marche des paysans qui doit se terminer le 2 décembre à Paris. ■

EN 25 ETAPES

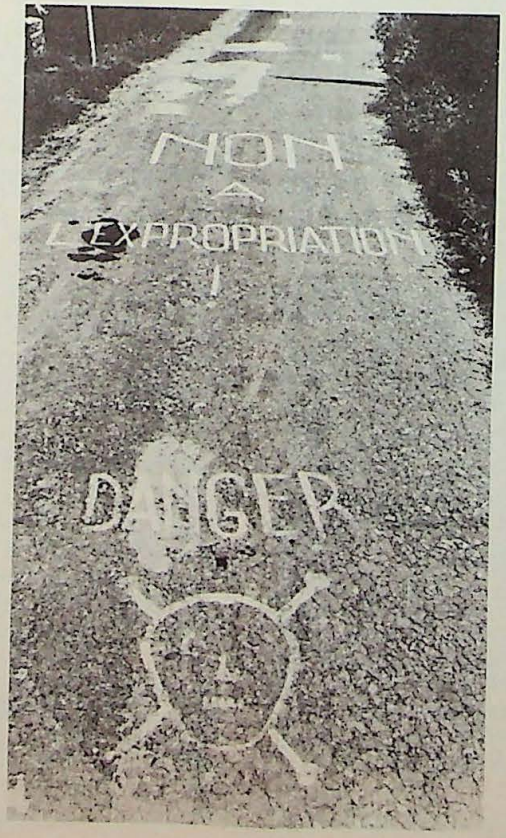
Les paysans du Larzac en marche feront halte aux dates et dans les villes suivantes :

8 novembre : Aguessac. 9 : Séverac. 10 : Laissac. 11 : Rodez. 12 : Espalion. 13 : Laguide. 14 : Chaudes-Aigues. 15 : St-Flour. 16 : Massiac. 17 : Issoire. 18 : Clermont. 19 : Gannat. 20 : St-Pourcain. 21 : Moulins. 22 : St-Pierre-le-Moutier. 23 : Nevers. 24 : La Charité. 25 : Cosne. 26 : Briare. 27 : Montargis. 28 : Nemours. 29 : Melun.

Le 2 décembre, arrivée dans l'agglomération parisienne : manifestation nationale de soutien — rassemblement — fête (lieu non encore fixé ; fac de Vincennes peut-être), avec rassemblement des boîtes en lutte.

On peut aider les marcheurs en se mettant en contact avec le Comité Larzac le plus proche... et en se tenant informé pour trouver le mode de participation le plus efficace.

Le Bureau national du P.S.U. demande aux sections et fédérations directement concernées par ce trajet de se mobiliser, et de contacter tous les élus de la Fédération des Elus autogestionnaires pour accueillir les paysans du Larzac. ■



Dollar : Une situation intenable

L'indifférence américaine vis-à-vis du dollar ne cesse que lorsque se dessinent les risques d'une crise majeure.

Un moment rassurés par l'ampleur des mesures de soutien au dollar mises en place la semaine dernière par l'administration Carter, les milieux financiers internationaux ne vont pas tarder à s'apercevoir que ce nouveau plan Carter s'attaque davantage aux effets qu'aux véritables causes du dérèglement monétaire international.

Certes de mémoire de cambistes, on n'avait jamais vu une telle mobilisation : près de 30 milliards de dollars rassemblés pour la défense de la devise américaine. C'est un plan « historique », salué immédiatement par une remontée de 10 % du dollar et un boom spectaculaire de la bourse de Wall Street. Plan qui provoque des mouvements de panique à Londres et à Zurich, où les commis placiers de la bourgeoisie revendent en catastrophe l'or acheté la veille contre des dollars qui « brûlaient les doigts ».

La peur du danger

Ce qui n'a pas été assez souligné, c'est qu'il s'agit en fait moins d'un plan Carter que d'un plan international de soutien au dollar. L'intervention de l'Allemagne, de la Suisse et du Japon, comme la sollicitation du concours du F.M.I. (Fonds monétaire international) en constituent en effet des éléments fondamentaux.

Pourquoi ce consensus des puissances industrielles et financières ? En fait, au-delà des mouvements spéculatifs, importants en temps de crise, le cours d'une monnaie est la résultante d'un rapport de forces, d'intérêts divergents et contradictoires. Aussi, la mobilisation internationale au secours du dollar s'explique-t-elle par le danger que représentait pour la communauté capitaliste la poursuite de la dégradation de la devise américaine. Tout d'abord la chute importante de cette dernière risquait d'entraîner un relèvement conséquent des prix du pétrole brut (la hausse sera limitée à 10 %). Elle menaçait de relancer l'inflation mondiale dans la mesure où les fantastiques réserves accumulées en dollars par les banques centrales occidentales nourrissent la création monétaire. Elle hypothéquait le développement des échanges internationaux sur lequel repose de plus en plus la croissance des pays capitalistes industrialisés. Bref, il s'agissait de contrer un mouvement de déstabilisation profond de l'économie mondiale avec tous les risques sociaux et politiques qu'il comportait, mouvement dont l'effondrement de Wall Street était l'illustration boursière.

Mais ce consensus international ne doit pas masquer l'opposition des stratégies respectives. La baisse du dollar résulte en fait d'un financement artificiel du déficit considérable du commerce extérieur américain, et elle était utilisée par les Etats-Unis comme instrument de réduction de ce déficit par l'augmentation des prix internationaux des produits allemands et japonais et la diminution de ceux des articles « made in USA », qu'elle était censée entraîner. Tel était, en mars-avril 1977, l'objectif du secrétaire américain au Trésor M. Blumenthal.

Les belles théories

Le problème est qu'en la matière le jeu avec le feu est dangereux. Il déclenche des mécanismes complexes et contradictoires avec les buts recherchés. Les belles théories classiques deviennent vite caduques. La baisse du dollar commence par aggraver le déficit américain, et malgré la réévaluation continue de leur monnaie, le Japon et l'Allemagne enregistrent des excédents commerciaux grandissants. Et dans le même temps la création monétaire « dollar » ne peut qu'alimenter les opérations de spéculation, qu'augmenter la masse des quelque 500 milliards de dollars qui forment les euro-dollars, les pétrodollars...

La situation devient vite intenable, incontrôlable. L'indifférence américaine vis-à-vis du dollar ne cesse que lorsque se dessinent les risques d'une crise majeure. C'était le cas la semaine dernière. Et c'est encore le cas, car les causes fondamentales de cette situation n'ont pas été corrigées.

Marc ANVERS ■

Congrès du M.A.N. : Un statut pour les objecteurs

Il suffisait, le week-end dernier, de suivre l'itinéraire fléché « mouton rusé » pour se retrouver, au cœur du vieux Fontenay-sous-Bois, dans la banlieue parisienne, au congrès du M.A.N. (Mouvement pour une alternative non violente). Un congrès qui réunissait soixante-dix délégués représentant quelque vingt groupes locaux. Dans les locaux de la mission de France, le menu que s'étaient fixé les militants du M.A.N. était plutôt consistant : la modification du statut des objecteurs de conscience, la lutte des paysans du Larzac et, dans une moindre mesure, les élections européennes et l'avenir du Front autogestionnaire.

« De notre combat pour le droit à la reconnaissance de l'objection de conscience nous entendons faire un problème des droits de l'homme », devaient préciser Jean-Marie Muller et Jacques Sémelin, responsables du M.A.N. **« Nous entendons rassembler, autour de la campagne que nous allons entreprendre, une véritable "majorité d'idée" ».** A cet effet, le M.A.N. a constitué deux dossiers (1). L'un pour argumenter et convaincre, l'autre pour légiférer. Ce dernier est destiné plus particulièrement aux élus (députés et sénateurs), avec lesquels les militants du M.A.N. prendront contact très prochainement. Plusieurs parlementaires, et non des moindres, dans la majorité comme dans l'opposition ont montré un réel intérêt face aux propositions du M.A.N. **« Mais**, devait préciser J.-M. Muller, **nous n'entendons pas nous substituer aux parlementaires. C'est à eux de légiférer. Notre rôle est de rappeler, comme l'a d'ailleurs fait aussi « Amnesty international » que le problème est un problème des droits de l'homme. »** Le M.A.N. a quelques raisons de ne pas douter de la force et du bien-fondé de son argumentation : le document qu'il vient de publier est le premier qui fasse état à ce jour du problème de l'objection dans toute son ampleur.

Deuxième problème : le Larzac, très largement débattu, en présence d'ailleurs d'un paysan du Larzac invité au congrès. La campagne que le M.A.N. s'apprête à lancer montrera que désormais ses militants entendent passer à la vitesse supérieure, **« d'une stratégie de la mobilisation à une stratégie de contrainte »**. Jacques Sémelin devait d'ailleurs préciser : **« Le gouvernement est incapable de faire appliquer ses propres lois ; aidons-le. »** Propos qui n'ont pas seulement le mérite de l'ironie, mais qui se doubleront prochainement de deux initiatives : l'une de renvoi des papiers militaires (livret, carte de service national, fascicule de mobilisation, affectation de défense, décorations...), l'autre de refus du paiement de l'impôt.

Face aux élections européennes, la décision de **« refus explicite par le boycott de toute collaboration à ces élections »** n'a pas constitué une surprise. **« Toutes formes de participation aux élections européennes reviendraient** [...], explique le M.A.N., **à cautionner l'avancée du capitalisme international et à retarder la construction du socialisme autogestionnaire. »**

Enfin, en ce qui concerne le Front autogestionnaire, créé peu avant les dernières législatives, le M.A.N., s'il entend conserver « l'acquis politique » que constitue le regroupement des autogestionnaires, souhaiterait lui voir prendre l'allure d'une « structure souple ». **« Pour continuer et s'élargir**, précise la motion adoptée par les congressistes, **le Front doit être le "carrefour de pratiques autogestionnaires diverses, lieu d'interventions pour une pratique commune à tous les participants du Front." »**

J. S. ■

(1) **Vers une défense populaire non violente** (74 pp., 10 F franco de port). **Pour une modification du statut des objecteurs de conscience, exposé des motifs et propositions. Commandes :** M.A.N., 20, rue Dévidet, 45200 Montargis - Tél. : (38) 93-13-73.

social

Marins: la paix des braves?

La trêve entre armateurs et syndicats de marins doit déboucher sur une réforme du code maritime. Mais l'apartheid à bord sera-t-il aboli?

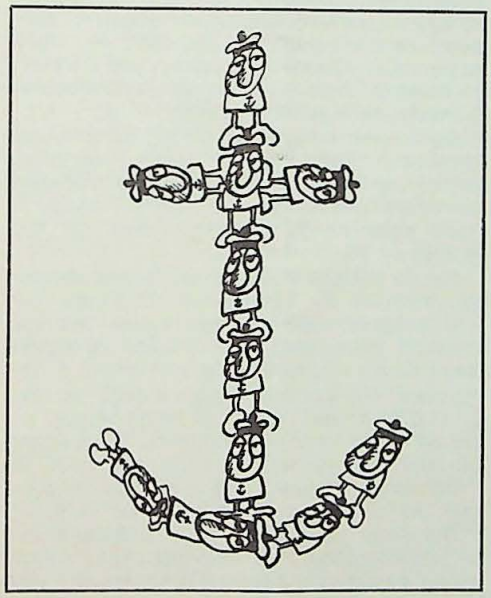
Les ports débloqués ; les dessertes de car-ferries qui reprennent ; les pétroliers qui peuvent enfin se vider de leur précieux chargement : cet or noir sur lequel les médias ne cessent de pleurer... Tels ont été les premiers effets de la fin de la grève des marins qui depuis 17 jours paralysait le trafic portuaire français.

Le point de départ de ce conflit, le plus long et le plus dur qu'ait connu la marine marchande depuis 25 ans, remonte à quelques mois. La Nouvelle Compagnie de Paquebots (N.C.P.), dernière société française de navires de croisière, décidait d'embaucher 156 Indonésiens pour son service hôtelier. Le salaire moyen qui leur est versé est d'environ 500 F par mois. Cette remise en cause du statut des marins, du code maritime et de la convention collective, risquait d'ouvrir une brèche pour la généralisation en France des pavillons de complaisance avec la semi-bienveillance du gouvernement. La N.C.P., pour appuyer sa décision, invoquait un déficit de plus de 10 millions de francs qui l'aurait obligé à licencier. Sensibles à ce chantage, les 960 salariés français de la N.C.P. ne réagirent pas. Par contre, la C.G.T. (qui représente 80 % des personnels embarqués sous pavillon français) et la C.F.D.T. se lancèrent dans une grève générale et des actions dures, empêchant en particulier les tankers d'accoster à Fos et au Havre, occupant certains navires, menaçant l'approvisionnement de la Corse.

Grève efficace ? Oui, car elle obligea les armateurs et le ministère des Transports à négocier. Le 30 octobre, tout d'abord : mais la confrontation marins-armateurs ne donna rien. Une commission de conciliation fut donc convoquée par le ministre des Transports pour les 3 et 4 novembre. La police intervenait dans la nuit de vendredi à samedi pour évacuer les grévistes qui au Havre et à Marseille bloquaient l'arrivée à quai des navires. Cependant, les syndicats et les armateurs concluaient, après quinze heures de discussions, une trêve samedi dernier.

Des avis partagés

Les avis sur la nature de cet accord sont très partagés. Pour la C.G.T. (le principal interlocuteur dans ce rapport de forces), il est positif, car les armateurs se sont engagés à modifier le code maritime pour en exclure toute possibilité de recours à la sous-traitance. Selon François Lagain, secrétaire général des marins C.G.T., **« un verrou a été mis »** à l'éventuel élargissement des dérogations permettant aux armateurs français d'embaucher des marins étrangers (du tiers monde essentiellement), sous-payés et durement exploités. Le groupe de travail paritaire syndicats-armateurs, chargé d'étudier cette réforme du code maritime, ne remettra ses conclusions que le 17 novembre.



En attendant, si certaines garanties ont été promises aux marins français en général quant à leur statut, le sort des Indonésiens de la N.C.P. et du personnel français n'est pas réglé. La direction de cette compagnie n'a fait aucune concession essentielle. Les Indonésiens déjà embarqués demeurent à bord, même si la direction a promis de ne faire aucun embarquement nouveau d'ici le 17 novembre. A cette date, une commission tripartite aura tenté d'envisager une solution aux problèmes financiers de la compagnie. L'aide des pouvoirs publics est espérée.

« L'armistice n'est pas la paix »

Cette trêve provisoire va-t-elle déboucher sur une paix des braves, après un beau conflit qui a fait frémir bien des industriels dont les stocks pétroliers diminuaient dangereusement ? Oui, si l'on en juge par l'avis de la C.G.T. : **« accord positif »**, et celui du journal patronal **Les Echos : « une nouvelle grève non payante » !**

Mais il demeure — et c'est ce que traduisait l'avis critique des marins C.F.D.T. — que **« l'armistice n'est pas la paix »**, que les soutes de certains navires français, notamment celles de la N.C.P., continueront à enfermer ces hommes d'autres continents pour qui les grévistes réclamaient : **« A travail égal, salaire égal ! »**.

Ce slogan exigeait bien plus que la seule défense du statut et de l'emploi des marins français grâce à un apartheid juridique savamment négocié. Il développait l'idée d'une résistance à la politique internationale du capitalisme qui utilise les travailleurs d'un continent contre ceux des autres, faisant fi de toutes les protections sociales acquises ici ou là.

L'indécente satisfaction du patronat, qui constate que le conflit a échoué sur ce point, devra être battue en brèche. **« La paix séparée »** des marins français est fragile, même si elle apparaît comme une demi-victoire.

Yves SPARFEL ■

DES INITIATIVES POUR L'EMPLOI

● **A Bourg-en-Bresse,** les Etablissements Reynier-Gaudet, spécialisés dans la tôlerie, la chaudronnerie et la mécano-soudure, ont déposé leur bilan le 4 septembre. Ce dépôt de bilan est dû à des erreurs de gestion car le capital-machines et les perspectives de travail étaient bonnes.

Les travailleurs sont en grève avec occupation de l'usine depuis le 25 septembre. Le jugement du Tribunal de Commerce du 25 octobre est net : licenciement collectif des 94 employés, qui devait être officiellement notifié au Comité d'entreprise le 2 novembre.

Les Pouvoirs Publics refusent toute discussion. Le préfet refuse d'organiser une table ronde demandée par les travailleurs. Or, une solution industrielle est possible : Berliet s'engageait à assurer environ 60 % du travail, en continuant à donner sa sous-traitance et mettait même un cadre technique à disposition en attendant de nouveaux acquéreurs.

La municipallté de gauche est « dans le coup » avec les grévistes. Un comité de soutien a été créé, mais, au départ, le P.C.F. refusait d'en faire partie, le dénigrait et préférait faire cavalier seul. Il revient maintenant sur sa décision et revendique l'initiative des actions unitaires (lettre au préfet, communiqué commun, manif. unitaire).

Les travailleurs (C.F.D.T. majoritaire) n'ont pas tellement apprécié et entendent rester maîtres des décisions et des formes de luttes. ■

● **A Bezons (Val-d'Oise) :** dans cette ville, caractérisée jusqu'à ces dernières années par le taux élevé de ses activités industrielles, le chômage fait des ravages : depuis 10 ans, 3 500 emplois ont disparu. A ce jour, 800 demandeurs d'emploi sont inscrits, sans compter les licenciements annoncés : 121 chez Sheby, 78 au Joint Français, 36 chez Otis, 250 à Rhône-Poulenc (ces deux entreprises transférant leurs activités à l'étranger), 15 à la Bakélite, 11 chez Andouard sans compter les menaces qui s'accumulent à la Cellophane et chez Rochard.

Ces petits ruisseaux font une grande rivière. Avant qu'il ne devienne fleuve et que toute la population active de Bezons (taux d'emploi en 1975 : 102 %, en 1978 : 84 %), soit vidée, la municipalité de gauche (P.C., P.S., P.S.U.) a tenu à réagir avec les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et toutes les organisations populaires. L'opération ville morte organisée le 26 octobre a connu un succès impressionnant et s'est accompagnée de nombreux débrayages. L'unité d'action qui a présidé à cette riposte y est pour quelque chose. Le P.S.U. était présent dans cette mobilisation. Elle a permis d'arracher aux pouvoirs publics et au patronat local, l'initiative d'une table ronde pour discuter des problèmes d'emploi à Bezons, au cours de laquelle les organisations syndicales pourront avancer leurs principaux objectifs, en particulier celui de la réduction de la durée du travail à 35 heures par semaine. ■

Manifestation des ouvriers de la Navale : la C.G.T., plus « activiste » ?

40e Congrès de la CGT : Timides audaces

On saura fin novembre, à Grenoble, si la CGT est vraiment en train de changer. Pour l'instant, le débat dans ses rangs n'a jamais été plus ouvert.

Le 40e congrès de la C.G.T., qui se tiendra à Grenoble du 26 novembre au 1er décembre, s'ouvrira dans un climat d'effervescence syndicale et politique particulier : nous vivons, présentement, une période exceptionnelle de débats internes, et externes, tant dans les syndicats ouvriers que dans les partis de gauche.

Ce bouillonnement des idées se traduit, avant le congrès, par un certain progrès quant au nombre et au contenu des « tribunes libres ». Un numéro spécial du **Peuple** y est d'ailleurs consacré et Séguy peut y écrire qu'il **« donne une idée du vaste débat démocratique sans précédent qui prépare (le congrès)... ».**

On ne peut nier le nombre d'apports dans la tribune de discussion, et ceci sur les sujets les plus divers. Cependant, ces écrits sont essentiellement individualisés, hormis quelques textes collectifs ; dans le numéro spécial figure une seule contribution féminine sur une cinquantaine. Faut-il y voir l'absence de débat généralisé ? Les contenus de ces contributions seront-ils répercutés au niveau de la tribune du congrès ? Seront-ils pris en compte dans les discussions au sein des groupes de travail ? Autant de questions dont nous aurons les réponses à Grenoble.

Mais elles ne s'étaient encore jamais posées en ces termes, dans le passé, le déroulement des précédents congrès, on le sait, étant bien orchestré pour qu'il n'y ait aucune « bavure ».

Démocratie formelle ou dirigée ?

La C.G.T. a-t-elle, ou est-elle, en train de changer ? Oui, si l'on ne prend en compte que le volume et la diversité des textes de contribution publiés. Ces textes mettent souvent la démocratie en avant, et ils sont largement ouverts au débat.

Mais la réponse est plus nuancée si l'on considère que les appréciations sur la démocratie syndicale peuvent être divergentes selon les courants de pensées qui traversent aussi les syndicats. Entre la « démocratie formelle », d'inspiration social-démocrate, et la « démocratie dirigée », l'éventail est large. Vers quelle forme de démocratie se tournera la C.G.T. ? Une tentative de dégagement vis-à-vis de la « démocratie dirigée » semble cependant acquise, sans pour autant en perdre le contrôle ; mais est aussi affirmé le refus très net de s'effondrer dans les bras de la démocratie formelle, tout aussi néfaste.

Dans son rapport d'activité, la direction reconnaît, par fines touches, certaines erreurs ou échecs subis. Mais elle n'accepte pas pour autant de remettre en cause la ligne émanant du sommet (reste de dirigisme).

Sur la période 77-78 et ses conséquences, la direction de la centrale demande que **« le congrès approuve son action qui correspond pleinement aux intérêts de classe des salariés »** (document d'orientation, p. 18). Pourtant, sur son action durant cette période, la C.G.T. a été l'objet de nombreuses critiques de la part des militants. Notamment, au sujet du soutien quasi-inconditionnel du Programme commun, sans référence, ou presque, au programme spécifique de la C.G.T.

Sur cette période, on peut considérer que la confédération a eu une position correcte en ne souscrivant pas à un quelconque « neutralisme syndical » et en prenant ouvertement partie pour une victoire de la gauche ; mais son intervention dans la polémique qui a suivi la cassure de l'union, n'a pas éclairci les possibilités d'une autre dynamique unitaire.

Dans le n° 801 de **T.S.**, notre camarade Minazzi écrit : **« La C.G.T. n'avait pas à privilégier un parti par rapport à un autre, elle avait à rappeler sans cesse son désir de changement véritable, elle avait à jouer un rôle plus positif en tenant compte de la réelle diversité qui existe dans ses propres rangs... ».** En revanche, la direction confédérale fait porter l'entière responsabilité de la rupture sur le Parti socialiste.

Dans le même temps, la C.F.D.T. de son côté, suit une autre pente, tout aussi partiale, en faisant retomber la responsabilité de l'échec essentiellement sur le Parti communiste.

Référence à l'autogestion

Le 40e congrès de la C.G.T. ne pouvait pas passer sous silence les nouvelles perspectives offertes par le socialisme autogestionnaire. Mais la direction confédérale élude ses réticences antérieures : **« Dans le passé, note le projet de document d'orientation (p. 20), un débat s'est instauré, avec d'autres formations politiques ou syndicales sur le problème de la gestion. Il partait du fait que ces organisations ne tenaient compte ni de la nécessité d'assurer la propriété nationale des secteurs clés de l'économie et d'établir un pouvoir politique résolu à accomplir les réformes qui s'imposent, ni de celle d'une propriété sociale de l'entreprise pour que les travailleurs jouent un rôle effectif dans la gestion ».**

Cette analyse est inexacte tant pour le P.S.U. que pour la C.F.D.T. qui ont toujours considéré qu'il n'y aurait pas d'autogestion sans propriété sociale des moyens de production, sans planification démocratique, sans contrôle des travailleurs. Si la référence à l'autogestion apparaît, ce qui est positif, elle est encore assimilée à une gestion démocratique de l'économie et non à une transformation fondamentale de tous les rapports sociaux dans la société. Une fois de plus, donc, il faut conclure que le débat sur le contenu de l'autogestion doit avoir lieu, à la C.G.T. comme ailleurs.

Quelle unité d'action avec la C.F.D.T. ?

Au lendemain des élections perdues, il a pu apparaître, tant dans le comportement des deux leaders confédéraux, Georges Séguy et Edmond Maire, lors de leur visite à la présidence de la République, que dans leurs déclarations à l'issue de ces visites, que la C.G.T. avait une position plus ferme vis-à-vis du pouvoir. Maire a couru chez V.G.E., affirmant qu'il fallait juger sur pièce l'action du gouvernement ; Séguy y est allé plus prudemment, considérant cette visite comme de routine et qu'il ne fallait rien espérer des promesses de la bourgeoisie.

Depuis la mise en sommeil du Programme commun, les rapports entre la C.G.T. et la C.F.D.T. se sont dégradés, notamment en ce qui concerne l'unité d'action, et les visites présidentielles n'étaient qu'un prélude à ce qui allait suivre.

La C.G.T., qui se veut plus « activiste » nationalement, que la C.F.D.T. propose des journées nationales d'action. Elle est parfois suivie, localement, par la C.F.D.T. Mais cette dernière refuse, pour l'instant, toute unité d'action au niveau confédéral, proposant seulement l'unité sur des actions articulées par branches, régions et trusts parce qu'elle estime entre autres que les accords de fond ne sont pas suffisamment importants : sur l'appréciation de la défaite de la gauche, sur la nature du projet de société, sur l'indépendance syndicale.

L'aspect trop rituel et sans lendemain des journées d'action confédérales proposées par la C.G.T. pousse la C.F.D.T. à prendre ses distances vis-à-vis de l'unité d'action. Elle le fait aux dépens d'une riposte plus unitaire pour affirmer son originalité par son « recentrage ».

La C.G.T. elle, au contraire, se félicite d'avoir pourtant œuvré dans le bon sens vers cette unité (cf. document d'orientation, p. 22-23).

Aussi, malgré le refus de la C.F.D.T. de participer à des actions nationales d'ensemble, une des tâches du congrès de Grenoble sera d'analyser la situation issue de ce désaccord, et de faire de nouvelles propositions, donnant des perspectives réelles à une mobilisation de grande envergure contre la bourgeoisie.

Gérard GUISE ■

forum de l'autogestion

Femmes : le poids du langage et du pouvoir

Poitiers : 18 - 19 novembre

CONVERGENCE AUTOGESTIONNAIRE

A Poitiers, les 17 et 18 novembre, un carrefour sera consacré au « **Mouvement des femmes aujourd'hui, et à ses liens avec les mouvements syndicaux, sociaux et politiques** ». Le collectif national provisoire a proposé, pour ce carrefour, un projet de discussions : on le trouvera dans la brochure préparatoire à la convergence de Poitiers (1). Je voudrais insister ici sur ce qu'apporte le mouvement des femmes dans le débat qui traverse aujourd'hui toute la gauche. En particulier pour la remise en cause des formes actuelles de l'organisation politique.

On le sait, les femmes sont minoritaires dans les partis : minoritaires déjà parmi les adhérents, mais plus encore dans les prises de parole et les instances de décision. Et le mouvement des femmes remet en cause, dans les organisations traditionnelles, le poids du langage et le système du pouvoir. Encore faut-il que nous précisions en quel sens, et si, sur ses propres objectifs, le mouvement peut aujourd'hui avancer des propositions.

Il n'est pas de groupe de femmes qui ne désigne comme l'une des raisons majeures de l'exclusion des femmes, l'usage d'un certain type de discours. On dit même que les femmes du Courant 3 du P.S., pour éviter de tomber dans le jeu des motions de ce type, pensent à préparer, pour le prochain congrès, une bande dessinée... Méfions-nous des simplismes dans ces dénonciations. Nous savons toutes combien les maîtres ès-textes politiques peuvent nous clore le bec avec facilité, moins peut-être par la justesse de leurs analyses que par l'apparence de rigueur, de raideur impénétrable d'une argumentation finie. Quand on vous a montré les « vastes » aspects internationaux de la crise, les « graves » soubassements économiques, les « véritables » rapports de force, et les jeux « subtils » de la politique, vous ne pouvez plus qu'acquiescer à la ligne politique de gens qui savent tout cela à la fois. Alors, vous vous sentez au ras des pâquerettes. Vous admirez l'inévitable penseur-mâle qui vient d'administrer si belle leçon. Et vous votez en confiance le texte signé par des leaders si intelligents. Mais, un jour de révolte, nous nous disons que nous allons prendre le contrepied de ces maniaques du discours. Ils règnent sur l'abstraction, nous serons la voix du concret. Ils raisonnent, nous allons sentir ou imaginer. Et nous voilà de nouveau enfermées dans ces domaines d'où nous voulions sortir : femmes sans têtes, cœurs et ventres qui résonnent... D'autant qu'au même moment tout un bric à brac de littérature féministe nous rouvre un des plus vieux « pièges à femmes » du monde : gardez le sentiment, les hommes ont la raison et l'intelligence.

EN réalité, si certain discours politique nous terrorise, c'est d'abord par son aspect gratuit, échappé des réalités quotidiennes. Nous ne sommes pas plus proches de ces réalités parce que nous sommes femmes et qu'une quelconque disposition de notre sexe, de nos tripes ou de nos cellules cérébrales nous donnerait un contact plus direct avec le concret. Mais parce que nous avons, plus que la plupart des hommes, le souci de la vie quotidienne, de la nourriture, des enfants, des vêtements, de la maison, et que cela trimballe tous les jours son cortège de courses à faire, de gestes à répéter, de minutes à grignoter, nous ne sommes pas disponibles pour un certain type de jeu intellectuel. L'un des apports des femmes, dans le travail politique, ce pourrait-être, alors, de tenter de le rapprocher des préoccupations quotidiennes. Pour qu'il soit compris de ceux et de celles dont le travail, l'absence de « loisir » sont tels qu'ils puissent sentir, quand même, qu'ils sont concernés par le discours de ceux qui parlent toujours en leur nom.

Et ceci est singulièrement lié au système du pouvoir. Remis en cause, lui aussi, par le mouvement des femmes. Le pouvoir, dans son berceau même : le pouvoir respecté de l'époux-père ; le pouvoir supporté et haï du chef exploiteur, pour celles qui se retrouvent de toutes les déqualifications ; le pouvoir ridiculisé des chefferies typiquement mâles, les hiérarchies des notables et des militaires. Mais alors, nous les femmes, nous ne connaîtrions pas le goût du pouvoir ? Nous devrions ignorer les problèmes de toute institution ? La « sororité » et l'amour règneraient dans nos relations mutuelles, à donner en exemple à tous les groupes à venir ? Au courrier des lectrices de la mensuelle **Femmes en mouvement** il est de bon ton de terminer ses lettres par « **Je vous aime** » plutôt que par « **syndicalement vôtre** »... Bien sûr ! Et nous revoilà encore happées par le plus éculé des modèles féminins, fabriqué par tous les amateurs de repos du guerrier : la femme douce, aimable, apte avant tout à l'affection et au dévouement.

NON ! notre refus du « pouvoir mâle » ne doit pas nous cacher la réalité profonde des systèmes de pouvoir qui sont nés dans le mouvement féministe lui-même : pouvoir de l'argent et pouvoir de la parole en particulier. Simplement, notre refus de l'accaparement du pouvoir par quelques-uns peut nous permettre d'être partie prenante dans des organisations où nous serions autre chose que des pions. Où nous pourrions élaborer en commun un projet, plutôt que de nous soumettre à une ligne. Où seraient privilégiées les relations des groupes entre eux plutôt que la centralisation, réduite au minimum nécessaire. Si la convergence de Poitiers arrivait à dessiner une image de ce type d'organisation, alors, peut-être, des groupes femmes pourraient, sans renier leur autonomie, se sentir à l'aise au Front autogestionnaire.

Il faudrait que nous puissions en discuter aussi à Poitiers. Je sais bien : le mouvement des femmes ne se fait pas à partir de programmes et nous nous retrouvons d'abord entre nous, à partir de prises de conscience, de plus en plus nombreuses, des tranformations à obtenir, aussi bien dans la tête des hommes et des femmes que dans le système social. Mais il nous faut définir ces tranformations, et de la clarté de ces définitions pourraient naître d'autres mobilisations.

D'ici janvier 80, un objectif s'impose clairement : obtenir qu'il n'y ait pas de retour en arrière, mais des progrès, en ce qui concerne la législation de l'avortement. En dehors de ce combat, devons-nous nous limiter aux dénonciations des violences subies par les femmes sous leur forme la plus spectaculaire : le viol, les « femmes battues » ? Sans doute ces luttes concernent toutes les femmes, hors de toute frontière de classe sociale. Mais est-ce suffisant pour que se sentent concernées toutes celles qui se voient, aujourd'hui, refuser la base même de toute indépendance possible : le droit au travail. Il ne suffit pas que les femmes (le tiers des travailleurs) fournissent la moitié des chômeurs. De grandes campagnes se développent d'autant plus dangereuses qu'elles sont plus voilées, pour convaincre les femmes de ne pas délaisser les rôles qu'on leur a fixés depuis si longtemps. Encouragement à la naissance du 3e enfant, rappel de la présence indispensable de la mère auprès du bébé et congés libéralement offerts à l'appui, les mesures gouvernementales rappellent fort celles des pires années de crise de l'entre-deux-guerres. Et psychologues et sociologues, fort(e)s de l'auréole scientifique qui pare si facilement les idéologies à la mode, s'attachent à culpabiliser celles qui refusent le vieil enfermement. L'économie capitaliste ne peut faire face à la crise qu'elle a engendrée qu'en sacrifiant les plus mal défendus : l'immigré qu'on expulse, la femme qu'on renvoie à son foyer. Notre droit à exister, aujourd'hui, passe par la lutte contre le système en place. Et par des propositions concernant la réduction du temps de travail, pour tous et toutes : seul moyen, et de rendre possible la création des emplois nouveaux, et de permettre à tous, hommes et femmes, de partager ce travail social quotidien (les gosses, la maison) à propos duquel la seule politique actuelle est celle de l'autruche. Voilà, on pourrait peut-être discuter de tout ça au carrefour « femmes » de la convergence autogestionnaire de Poitiers : en souhaitant qu'il y ait aussi des hommes avec nous !

Huguette BOUCHARDEAU ■

(1) Cf. p. 2 : « Convergence autogestionnaire de Poitiers ».

Iran : Un gouvernement casqué

A Téhéran l'armée était dans la rue. Elle est maintenant au pouvoir.

En Iran, les gouvernements se suivent mais ne se ressemblent pas .Le Shah a fait appel « provisoirement » à son armée, son unique mais réel soutien dans le pays. L'intervention, lundi 6 novembre, des militaires sur la scène politique marque un coup d'arrêt aux timides essais que le Shah avait tentés pour se rallier quelques personnalités de l'opposition. Même l'opposition modérée, animée par le Front national, ne s'y est pas laissé prendre en feignant de croire aux promesses de libération du système, promesses cent fois réitérées, jamais tenues.

Ainsi, le secrétaire du Front national a dit non à un « *régime anti-constitutionnel* ». Sans parler de l'Ayatollah Khomeiny, chef de l'opposition musulmane, qui de son exil parisien explique à qui veut l'entendre qu'on ne pourra discuter entre gens sérieux qu'après la disparition de la dynastie Pahlavi.

Les ponts étant coupés, il restait au Shah à avancer son dernier pion, l'armée. C'est dire que l'esquisse d'autocritique qu'il a tentée dans son dernier discours ne pourra émouvoir que les âmes sensibles. A en croire le Shah, on était près à lutter farouchement contre la corruption, véritable fléau ou plutôt institution d'Etat en Iran. Indemnisation des victimes, fin de l'oppression, justice sociale, libertés démocratiques, tout y est passé. Au même moment les chars prenaient position dans les rues de Téhéran. La loi martiale pourtant en vigueur depuis deux mois est rétablie, mais cette fois avec menace de tirer à vue sur tout manifestant. La troupe a occupé la radio, la télévision, les comités de rédaction ont été saccagés et plusieurs journalistes ont été mis aux arrêts ; d'autres ont pris la fuite. Toute expression démocratique est ainsi muselée.

Comment en est-on arrivé là ? Il faut dire que la déconsidération qui frappe l'image même du Shah en est à un tel point que chaque « concession » du souverain est ipso facto interprétée comme un aveu de faiblesse. Ainsi dans un pays paralysé par la grève, la libération de l'Ayatollah Taleghazi, le plus politisé des chefs religieux, a donné lieu à des manifestation estudiantines sans précédent. Les symboles les plus voyants d'un type de société singée de l'Occident et imposée par la force font les frais des émeutes qui ont atteint leur paroxysme dans la journée de samedi 4 novembre. Les banques, les cinémas, les voitures, les hôtels de luxe appartenant aux parents du Shah, ont été attaqués et incendiés. Les étudiants ont envahi des quartiers entiers de la capitale. La gronde est si intense qu'on peut se demander si elle n'a pas été quelque peu attisée par des provocateurs professionnels payés par la Savak, la sinistre police politique. Chose curieuse, dans la journée du dimanche 5 novembre, l'armée n'est pas intervenue et a tout laissé faire (même le déboulonnement de la statue du Shah) comme pour ligitimer son irruption imminente sur la scène politique.

L'ordre va-t-il régner longtemps à Téhéran ? Le chef d'état-major des armées, le général Azari, représente-t-il la seule bouée de sauvatage de la dynastie palhavi en perdition ? Un régime peut-il tenir grâce seulement à l'appui de son armée ? Le Shah aurait tort de s'y fier ; déjà des divergences se font jour entre l'armée d'élite et le contingent ; des scènes de fraternisation avec les émeutiers ont eu lieu.

Reste que son maintien au pouvoir le Shah peut le gagner en misant sur la division de l'opposition, certes unanime quand il s'agit de chasser le dictateur, mais divisé quant aux perspectives d'avenir. Entre la démocratie bourgeoise et socialisante du Front national, héritier de Mossadegh, et la République islamique des leaders religieux, il y a plus d'une nuance dont le Shah pourra tirer parti. Il y a plus. Si le souverain est vomi par son peuple, son maintien aux commandes de l'Iran fait l'accord d'un axe Pékin-Washington-Moscou. Il faut dire que la rupture du maillon fort que constitue l'Iran, gendarme du golfe persique », et qui a 2 500 kilomètres de frontières communes avec l'U.R.S.S. aurait des conséquences incalculables.

Alain TLEMCEN ■

Tripoli : Le deuxième "procès" de Sadate

De notre envoyé spécial

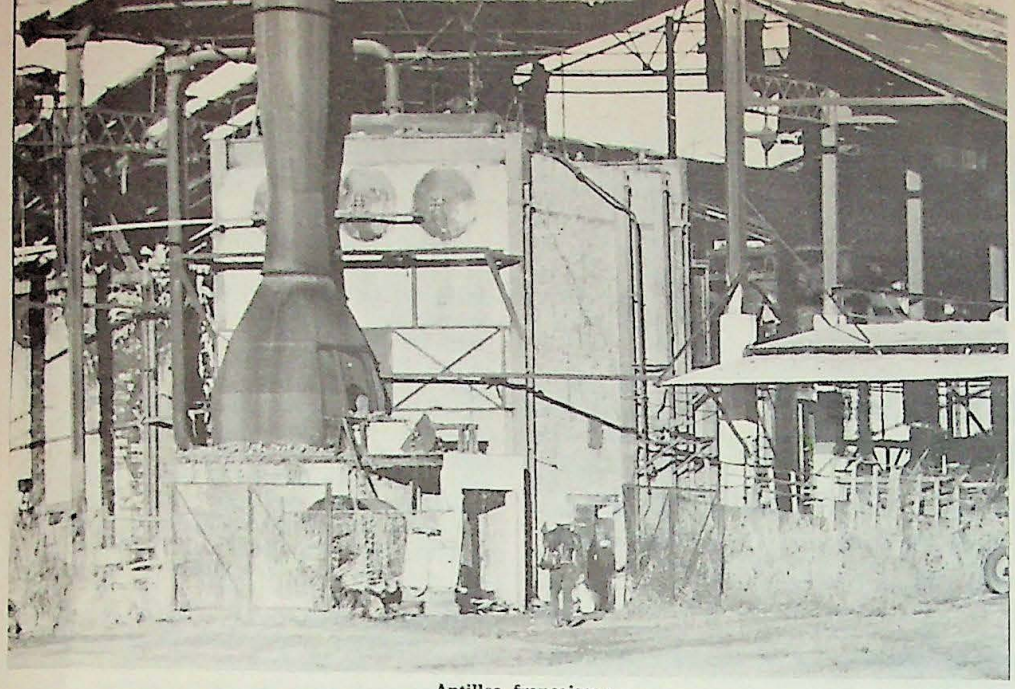
Dans la salle du « Tribunal du Peuple », réouverte pour la circonstance (elle n'avait pas servi depuis qu'y furent jugés au lendemain de la révolution libyenne les hommes de l'ancien régime), a eu lieu du 28 au 31 octobre, le procès de Sadate et de « la paix séparée » qu'il a signé avec l'Etat israélien.

Le mélange de parodie (reproduction d'un tribunal classique avec juges, procureurs et avocats), de symbolisme (les témoins à charge étaient des représentants des peuples égyptien, palestinien et arabe) que constituait ce tribunal populaire, n'a pas nui à l'affirmation d'une position politique. Cette initiative fut décidée, il y a moins d'un an, par le congrès du peuple arabe réuni du 5 au 8 décembre à Tripoli et qui regroupait 50 organisations politiques et 148 organisations populaires arabes. Le secrétariat permanent nommé à ce congrès décida la tenue d'un procès de la politique de Sadate qui fut annoncée fin juillet à Damas. La première session eut lieu à Bagdad le 2 août.

La deuxième a surtout permis une analyse par les partisans du « front de la fermeté » des accords de Camp David. Pour ses procureurs palestiniens, libyens, syriens, égyptiens et libanais, Sadate est essentiellement coupable d'avoir signé. Les accords de Camp David, en effet, violent la charte et les résolutions de la ligue des Etats arabes qui avaient abouties au boycottage des relations avec Israël et à un traité de défense commune. Ils réduisent la cause du peuple palestinien à un débat sur le tracé des frontières entre deux Etats (israélien et égyptien) et à un simple problème de réfugiés. Ils livrent Jérusalem à l'Etat sioniste. Ils sacrifient la Cisjordanie et le secteur de Ghaza parties intégrantes du territoire palestinien. Ils négligent la libération du Golan. Ils déclarent au nom de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite les eaux du golfe d'Akaba, eaux internationales. Ils réduisent la cause palestinienne et ses combats, en particulier les plus récents au Liban, à une tractation avec l'impérialisme, sans que l'O.L.P. reconnue comme légitime par les Etats arabes, n'ait été consultée.

En conclusion, le « verdict » de ce procès, se voulut, à deux jours du sommet des chefs d'Etats arabes de Bagdad — auquel un message a été adressé —, essentiellement politique, remettant tout jugement sur la personnalité « criminelle » de l'accusé – une autre session du tribunal qui se tiendrait le 19 novembre à Bagdad.

Yves SPARFEL ■



Antilles françaises :
sucreries abandonnées dans la campagne.

Antilles... qui enragent (2)

Proches de Cuba, Saint-Domingue, la Jamaïque, la Trinité... les Antilles sont de plus en plus françaises et oublient peu à peu qu'elles étaient "Caraïbes"

En Martinique et en Guadeloupe — les vieilles îles à sucre — l'échelle n'est pas la même : chacune est quatre fois moins étendue que la Guyane, mais sept fois plus peuplée. Elles ont été « sonnées » par les dernières élections. La gauche a reculé partout : à l'exception de Césaire, l'inamovible député-maire de Fort-de-France, elle n'est plus représentée au Parlement. L'argent a coulé à flots pour acheter des voix. Il y a eu un mort durant la campagne électorale. « L'assistance » est à son maximum : aides à l'enfance, au logement, aux femmes seules, à la scolarité, aux soins médicaux, à l'émigration, etc. Les transferts publics en provenance de la « métropole » ont déjà dépassé le montant de la production intérieure. Alors, l'idée selon laquelle **« rien n'est possible sans la France »** a encore gagné du terrain, à cause de cette peur de perdre les acquis extorqués à l'administration française depuis vingt ans...

Doudouisme et p'tites devises

Les supermarchés — l'épicerie du « Chinois » perd du terrain — regorgent d'eaux minérales ou de poulets de France ; il y a près de 70 000 voitures en Martinique, et plus guère de taxis ; mais déjà plus de chômeurs que de tonnes de canne produites. Fort-de-France, à la Martinique, est cernée de bidonvilles, halte indispensable des jeunes sans travail avant le départ dans le ventre des « Jumbo », en direction des postes, de l'assistance publique ou des usines de montages auto de la « métropole ». Pointe-à-Pitre, capitale de fait de la Guadeloupe, est une ville nouvelle qui n'a d'antillaise que le nom : faute de place, faute de temps, de moyen et d'imagination, et pour satisfaire leur clientèle, les communistes de la mairie ont bâti force tours et barres de H.L.M., encerclées par des autoroutes.

Dans les deux îles, le tourisme a été encouragé comme une nouvelle planche de salut. L'Anse Mitan (en face de Fort-de-France) et le Gosier (près de Pointe-à-Pitre), sont de grandes réserves à touristes, où les chaînes d'hostellerie internationales (Novotel, Holiday Inn, Méridien, Frantel, Hilton) ont établi leurs constructions aseptisées : doudouisme, nudisme et petites devises...

Dans le même temps, on brade la canne à sucre. Les campagnes antillaises regorgent de cadavres en métal : les anciennes sucreries, noircies de bagasse et de vieille rouille, n'attendent rien, pas même une démolition, que personne ne veut prendre à sa charge. Elles étaient 300 au début du siècle, 45 à la Libération ; elles sont 10 aujourd'hui. Et pas pour longtemps. A bout de souffle, la canne antillaise résiste mal à la concurrence des îles voisines, malgré les protections dont elle jouit encore : c'est que Trinidad ou la Jamaïca sont associées au Marché commun européen, à travers la convention de Lomé, alors que les D.O.M. — partie intégrante de la France — passent derrière les intérêts des betteraviers métropolitains.

L'intrusion de la grande Compagnie fruitière, qui compte rafler les meilleures terres pour y planter de la banane et de l'ananas, suscite des réactions enflammées. Pour les Békés — descendants des colons français, grands propriétaires — c'est la panique : coincés entre les charges salariales et l'état du marché du sucre et de la banane, parviendront-ils à suivre le rythme de la mécanisation ? Chez les travailleurs agricoles et les petits planteurs qui restent encore accrochés aux « habitations » d'antan, c'est l'arrachement et la colère : ils sont les héritiers directs des cargaisons de « bois d'ébène » importés d'Afrique par les Français.

La frousse des premiers est telle qu'ils crient à leur tour au **« colonialisme de Paris »**, alors qu'ils en ont été depuis plusieurs siècles les premiers fourriers. L'angoisse des seconds va si loin qu'ils s'opposent parfois les armes à la main à l'arrachage des plants de canne, refusant qu'en bradant la seule industrie de ces îles, on leur coupe leurs racines à eux...

Entre Maubeuge et Créteil

Cette décomposition des Antilles, c'est aussi la perte de toute personnalité, le sentiment que rien de ce qui est ou était antillais ne survivra à ce grand jeu de massacre ordonné depuis la « métropole », et relayé par des préfets-gouverneurs ou technocrates qui sont toujours de passage et viennent aux « isles » pour se faire les dents : un purgatoire avant les grands emplois en France.

Déjà, les Antilles ne sentent plus les Antilles : certaines communes hésitent entre Maubeuge et Créteil ; partout, des écoles et collèges étalent leurs blocs sans âme, usines à assimiler les jeunes, où il est interdit de parler créole (la langue maternelle des Antillais), mais obligatoire d'étudier la morphologie du cerisier, les fables de La Fontaine et la chute de l'empire austro-hongrois. Hygiène, instruction, confort, revenus progressent certes pour beaucoup d'Antillais — à commencer, évidemment, par ceux qui, rattachés de près ou de loin à l'administration, sont les plus grassement rétribués. Mais au prix d'un oubli de soi, de son histoire, de la couleur de sa peau, et d'une ignorance des pays voisins qui est parfois stupéfiante.

Comme l'est cet étrange va-et-vient en forme de vases communicants, qui permet d'exiler des jeunes peu qualifiés vers la France, tandis que les « Boeing » charrient en retour des techniciens, enseignants et même des commerçants « métro » aux dents longues, venus là comme s'ils s'installaient en Alsace ou dans les Bouches-du-Rhône. Dépossédés, humiliés, achetés, aidés, trimballés : les Antillais auraient de quoi perdre la tête. Mais d'autres la relèvent...

Philippe MARIELIE ■

(Prochain article : Antilles... qui se réveillent.)

"Nous sommes tous des malades de Minamata"

Minamata c'est le Seveso japonais, c'est-à-dire ce qui peut nous arriver demain en France. C'est pour cela que la pièce de Osamu Takahashi, écrite il y a dix ans, est toujours d'actualité.

● **Osamu Takahashi, « Minamata and Co », adaptation française de Catherine Cadou, mise en scène de Roger Blin. Théâtre de la Commune, 2 rue E. Poisson, Aubervilliers, tél. 833-16-16 (du 9 nov. au 10 déc.).**

Marée noire sur les côtes de Bretagne, algues toxiques sur le littoral du Calvados, boues jaunes de l'étang de Berre, pollution en baie de Seine, nuages chimiques et dioxine de Seveso. Et puis il y a Minamata. Minamata, au Japon, à quelque deux cents kilomètres de Tokio.

Là, il y a un peu plus de vingt ans, en 1956 très exactement, on constate brusquement, aux environs de l'usine Chisso, située en bord de mer, des maladies... « inexplicables ». Inexplicables ? Oui, jusqu'en 1958 du moins. Car, cette année-là, le médecin de l'usine Chisso, laquelle rejette dans la mer régulièrement de grandes quantités de mercure, établit de manière irréfutable les responsabilités. On aura beau pendant dix ans, dans la société propriétaire de l'usine Chisso, vouloir persuader les malades — de plus en plus nombreux —, de se taire, en faisant valoir au passage que si on fermait l'usine, eh bien ce serait ni plus ni moins le chômage, rien n'y fera.

En 1965, la « maladie mystérieuse » prend des proportions alarmantes. Le « mal de Minamata » frappe indistinctement les vieillards et les enfants en bas âge. Pire, il devient congénital. Aussi les malades décident-ils d'intenter un procès à la société Chisso. Il aura lieu en 1967. Un an plus tard, les conclusions gouvernementales interdisent les rejets toxiques de mercure.

Dès lors, tout va très vite. En 1968, l'écrivain japonais Osamu Takahashi écrit **L'accusation.** Son but ? Aider les malades, leur faire prendre conscience aussi des manœuvres de diversion dont ils sont l'objet : corruption d'expert, « achat » de syndicalistes... Très rapidement les actions deviennent exemplaires : achat d'actions de la société Chisso par les malades qui peuvent ainsi participer aux assemblées générales d'actionnaires, séances de sit-in au cœur de Tokio, procès enfin engagé contre tous les ministres en fonction de 1956 à 1968. Les partisans d'un nouveau procès finiront par avoir gain de cause par deux fois... en 1973.

A l'occasion de la représentation de l'adaptation française de la pièce de Takahashi, Catherine Cadou et Roger Blin s'entretiennent avec Michel Mousel.

Michel MOUSEL : Comment les choses se sont-elles passées au cours du procès à l'intérieur de la société Chisso ?

Catherine CADOU : A partir de 1970, il y a eu une scission au sein du syndicat ; après le début du procès, un nouveau syndicat s'est formé qui a pris partie pour les pêcheurs et les malades, mais l'ancien syndicat, manœuvré par la direction, ne voulait pas de solidarité avec les malades, car — disaient-ils —, si on ferme l'usine, notre gagne-pain est foutu.

MICHEL MOUSEL : Que peut-on tirer d'une expérience comme celle de Minamata ?

Catherine CADOU : Minamata devient un symbole de luttes quotidiennes ; l'été dernier, avec une partie de l'argent des indemnités, les gens ont construit une maison du peuple, pour les malades : ils s'y réunissent, reçoivent des conseils pour se recycler dans la culture des mandariniers (car ils ne peuvent plus pêcher) ou la culture biologique. Un séminaire annuel réunissant 60 Japonais venus de toutes les régions du pays : professeurs, étudiants, écologistes, anti-nucléaires, étudient ce que Minamata a d'universel, répertorient tous les lieux de luttes (déboisement, pollution de rivières, centrales nucléaires), apprennent à se méfier de tous les mécanismes (commissions tripartites, etc.).

Michel MOUSEL : Dans ces sortes de luttes, en France, il y a un problème de « savoir », de « connaissances » qui se pose ; on l'a rencontré dans les luttes anti-nucléaires. Les protestataires ont souvent, dans les commissions, l'impression qu'on les traite comme des débiles, ou bien, il y a une échapatoire scientifique que seuls les gens contre lesquels on se bagarre peuvent contrôler. Ce problème a-t-il été abordé dans la pièce ?

Catherine CADOU : Oui, ça a été le procès de la science, non celui du savoir. Il y a eu cependant le médecin de l'usine, personnage clef de la pièce qui connaissait la vérité, mais qui, ayant vécu 30 ans dans la société Chisso, n'a rien voulu faire contre elle. Il s'est retranché derrière ce fameux savoir : tant que la preuve scientifique n'est pas faite, le mal n'existe pas.

Ce que les gens de Minamata nous apprennent, c'est que même sans être très au courant, à partir du moment où on a suffisamment de motifs, on se jette dans la lutte sans s'inquiéter de tous les discours scientifiques ou politiques.

Roger BLIN : Minamata présente évidemment un caractère exemplaire... l'éveil d'une conscience politique chez les Japonais habitués à respecter une hiérarchie ancestrale. Les personnages ne sont pas épiques. Ce sont de pauvres gens qui ont été surpris par une agression contre leur corps. De la part de la direction de l'usine, cela pouvait être négligence, nécessité d'une production ou de la concurrence mondiale. Mais du jour où à la direction on a su que les rejets de mercure dans la mer venaient du traitement de certains produits dans l'usine même — et au stade précis où un chat d'un atelier auquel on avait fait avaler 20 grammes du liquide incriminé, est devenu fou comme tous les chats qu'on avait vus sur le port et qui se précipitaient contre les murs, se jetaient à la mer — alors, à ce stade, ne pas vouloir admettre la responsabilité de l'usine, cela est devenu vraiment **un crime.**

Evidemment, une station d'épuration aurait coûté plus cher que les indemnités ; c'est pourquoi, pendant dix ans, la société Chisso a nié les faits en achetant les experts.

Michel MOUSEL : Oui. A Minamata, on a à faire à la structure japonaise, caractérisée par une expansion fantastique. Mais cela existe aussi chez nous et parfois la vocation des activités économiques concentrées et centralisées par l'appareil d'Etat fait que toute une série de collusions n'ont presque pas besoin de passer par la corruption d'experts ; on n'a même pas besoin d'aller jusque là : en France, la façon de traiter le nucléaire est une véritable mise en condition systématique de l'opinion par les moyens d'information. C'est une entreprise nationale, mais en relation très étroite avec le capitalisme. Un autre problème rejoint le pré-

Roger Blin, Catherine Cadou, Michel Mousel :
« Les luttes écologiques sont l'affaire de tout le monde. »

cèdent : Minamata pourrait-il avoir lieu dans une société qu'on appelle aujourd'hui « socialiste » ? Une simple « gestion ouvrière » risque de se soumettre aux impératifs de production, ce qui appelle aussi un contrôle externe à l'entreprise afin qu'il puisse y avoir contestation.

Roger BLIN : J'ai parcouru quelques pays de l'Est. J'ai vu beaucoup d'usines installées le long des fleuves, rivières et toute une vallée en Pologne plongée dans la fumée à cause de cheminées trop courtes. En Yougoslavie, une usine de ciment a détruit toute la végétation d'un région admirable. Je pense que dans un pays socialiste, il peut arriver — s'il est en concurrence avec d'autres pays —, que la production prime la sécurité. Peut-être, si la généralisation du socialisme s'instaure dans le monde, on pourra réduire la concurrence, mais d'ici là...

Michel MOUSEL : Cependant, certains pays de la Méditerranée se posent des questions à propos de ces problèmes ; certains responsables algériens, après la lecture du livre de C.-M. Vadrot, Mort de la Méditerranée **(éd. du Seuil) sont inquiets : n'est-on pas en train de détruire leur propre capital ?**

Catherine CADOU : Quelques responsables, oui. Mais quand cela se passe dans des conférences internationales, au niveau des gouvernements et des Etats, c'est : **« laissez-nous nous développer d'abord ».**

Pour la marée noire, le problème se pose exactement comme à Minamata. Il y a dans l'Atlantique nord trop d'hydrocarbures par rapport au taux normal. Les Américains voulaient qu'une pression soit faite auprès de l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) pour fixer un taux maximum d'hydrocarbures dans les poissons mis en vente. Tous les pays européens ont été contre, car la preuve n'a pas encore été faite de la nocivité des hydrocarbures — et les poissons des côtes du Massachussets étant interdits à la vente, les Américains sont inondés de poissons venant d'Europe du Nord. Les experts achetés, on les retrouve dans l'industrie chimique française. Et actuellement, on ne trouve plus d'étudiants voulant faire des études de chimie — elles ont trop mauvaise réputation !

Michel MOUSEL : Qu'est-ce que cela signifie, pour vous, de jouer cette pièce de théâtre à Aubervilliers ?

Catherine CADOU : Dans le contexte social et politique d'Aubervilliers, les débats peuvent être très intéressants : la déclaration des syndicalistes pêcheurs, parce que leurs intérêts semblaient contraires, peut ouvrir des horizons chez les travailleurs, car l'histoire a montré que les syndicalistes ouvriers avaient tort à Minamata.

Roger BLIN : Minamata peut aussi engager le débat sur les écologistes qui voient loin et ceux qui défendent la résidence secondaire...

Michel MOUSEL : Oui, car votre préoccupation est aussi de ne pas laisser dans la classe ouvrière s'installer l'idée que les luttes écologiques sont des préoccupations d'intellectuels et c'est une bonne chose de le faire à Aubervilliers.

Propos recueillis par Françoise CLAIRE ■

notre menu

● **Michèle Bernard,** c'est un nom que l'on a déjà cité plusieurs fois dans les colonnes de **T.S.** Elle est passée au Printemps de Bourges et à la fête du P.S.U. en particulier. Toujours accompagnée de son fidèle accordéon, elle vient maintenant nous proposer son tout premier 33 tours. Michèle Bernard, c'est une sorte de Colette Renard, avec le léopard en moins et de la musique « chiadée » en plus. Lyonnaise, ses rivières sont la Saône ou la Durance, mais son chant, qu'il soit de révolte, de déprime ou de souvenirs, c'est le nôtre. C'est celui qui nous vient aux lèvres quand on refuse notre éducation de petite fille rangée ou l'étroitesse de notre petit lit cage où il faut être prisonnier de son corps.

Allez faire **« 20 000 lieues en silence »** dans le monde de Michèle Bernard.

Michèle Bernard, RCA, Ecoute s'il pleut, PL. 37 205, 0.

● **Les 18 heures de l'Olympia** continuent avec **Kolinda** du 15 au 19 novembre. Les amateurs de folklore hongrois vont être comblés. On rappelle que pour l'occasion l'Olympia se démocratise et que le tarif unique des places est de 25 F (pour Lisa Minelli, ça va jusqu'à 300 F ! !).

Les folkeux québécophiles vont être ravis s'ils se dépêchent. **Beausoleil Broussard, des Acadiens** passent au Palais des Arts à 18 h jusqu'au 11 novembre.

Ensuite, ils seront à Cholet, le 18 ; à Poitiers, le 20 (juste après la réunion du Front autogestionnaire) ; à Guéret, le 23 ; à Limoges, le 29 ; et à Châteauroux, le 30.

C'est garanti **« Label d'Acadie »** (celle qui a des cieux de velours).

Michel MARTIN ■

L'Allemagne gauchère

Le jeune cinéma allemand est bien vivant; même s'il a du mal à passer les frontières

« La femme gauchère ». Salles : Racine, 14 juillet Bastille, 14 juillet Parnasse. « L'Allemagne en automne ». Salles : 14 juillet Bastille, Olympic, Studio Saint-Séverin.

Il y a dix ans, on découvrait (re-découvrait ?) le cinéma italien. Aujourd'hui, on découvre les classiques du cinéma japonais, le « jeune » cinéma allemand.

Le IV[e] Festival de Paris leur a rendu un hommage en organisant une sélection japonaise et une sélection parallèle allemande. Car si le cinéma allemand est bien vivant, il a du mal à passer les frontières. C'est un cinéma angoissé, certainement pas pessimiste mais où l'ombre de Fritz Lang hante un présent qui digère mal son passé. D'abord, **Le couteau dans la tête,** de Reinhard Hauff, ou comment d'un accident on peut devenir un terroriste ; **La Clinique,** de Hans Rudiger Minow : un monde malade qui prétend soigner ; **La mort est mon métier,** de Theodor Kotulla : enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon devenu commandant d'Auschwitz, et le très fort **Noir et blanc comme le jour et la nuit,** de Wolfang Peterson, un film « bergmanien » (excusez l'expression) sur la montée d'un champion d'échecs, prisonnier dans ce monde d'inquiétude, de peur, de suspicion se tournant vers Dieu comme dernier adversaire.

Aujourd'hui sort sur les écrans le premier film de l'écrivain Peter Handke, **La femme gauchère.** Peter Handke est Autrichien. Il vit en France et écrit en allemand des romans comme **L'Angoisse du gardien de but au moment du penalty,** porté à l'écran par Wim Wenders — romans pleins de mouvements et d'images ; des pièces de théâtre comme **La chevauchée sur le lac de Constance,** des scénarios comme **Faux mouvements** du même Wim Wenders... Pour son premier film, il a choisi la France comme toile de fond sur laquelle évolue une femme allemande — pourquoi gauchère ? Parce qu'un jour elle renverse sa vie, elle demande à l'homme qu'elle aime de partir. Besoin de se libérer ? Non, d'être seule dans sa maison, avec son enfant. Elle ne se comprend pas, on ne la comprend pas ; une seule chose est sûre, c'est qu'elle n'a jamais été seule et qu'elle veut savoir, apprendre, se connaître, bien que restant enfermée dans ses habitudes, sans chercher à se débarrasser de tous ses liens. Par sa solitude, elle ne cherche pas à être isolée, mais au contraire à rencontrer, à connaître non pas à travers lui mais à travers elle. **« Et tu me verras, Moi, entre mille autres »** (G.A. Glodsmith).

Edith Clever
dans « La femme gauchère »

Peter Handke a suivi cette femme affolée, trébuchant dans la rue, sans chercher à expliquer, juste en montrant par de très beaux plans fixes (comment savoir qu'il existait dans la proche banlieue parisienne de si beaux ciels ?), par de petites scènes, cet endroit où elle habite, rue de la Raison, près de la rue Terreneuve, cette forêt où se situe le carrefour de la Femme sans tête... Tous ces petits détails amusants, tristes, gais, qui font la vie — et un grand film d'amour et de solitude, de poésie et de passion : **« N'avez-vous pas remarqué qu'il n'y a de place que pour celui qui amène sa place lui-même... »** (Vlado Kristl).

Mais nous revoilà plongé dans l'angoissante R.F.A. avec **L'Automne en Allemagne,** ou les quelques jours qui firent frémir le monde, l'automne où on enterra Hans Martin Schleyer et Andreas Baader, filmé par treize cinéastes allemands dont Fassbinder, Böll, Kluge, Shlöndorff. Le monde des Grands, venus enterrer leur frère. Derrière : la cuisine où se prépare le repas de cérémonie ; au loin : un petit restaurant où a été acceptée la famille d'un terroriste « suicidé », et puis un dialogue avec la mère de Fassbinder d'une inquiétante inquiétude ; retour à la mort, on enterre la « bande à Baader ». Documentaires et saynètes, ce film est un témoignage fort et profond sur tout ce qui touche politique et vie quotidienne dans cette immense structure répressive qu'est l'Allemagne social-démocrate.

Gilles MARSAUCHE ■

Où en est-on aujourd'hui ? A environ 250 000 F, c'est-à-dire A LA MOITIE DU CHEMIN. L'appel connaît donc un succès réel. Mais ce chiffre encourageant reflète aussi un certain ralentissement du rythme des rentrées par rapport aux semaines passées. Il nous faut 500 000 F à la fin de l'année. Le P.S.U. doit vivre ! L'élan ne doit pas se ralentir. C'est maintenant la tâche de tous les adhérents du parti de porter leurs efforts en particulier en direction de tous ceux qui, à l'extérieur du P.S.U., jugent son action positive.

J.-M. D. ■

Pour les 500 000 F. : A mi-chemin

UN EXEMPLE

Un exemple à suivre, parmi d'autres, dans toutes les entreprises : le groupe P.S.U. de Péchiney-Ugine-Kuhlman a entrepris une collecte auprès de ses sympathisants qu'il a contactés par lettre ; 500 F ont déjà été ainsi rassemblés et ce n'est qu'un début ! ■

EN ATTENDANT...

Faisant partie des « amis du P. S. U. attendant de retrouver le chemin de l'engagement actif » (pour diverses raisons...) nous tenons néanmoins à contribuer à sa survie et nous vous adressons un chèque de 500 F.

Salutations autogestionnaires.

(Paris 13e)
A. et B. D. ■

CE COMBAT EST LE MIEN

Parce que le combat du P.S.U. est le mien depuis pas mal d'années, je réponds à votre appel. Certes, ce n'est pas le premier mais c'est, je crois, le plus grave. Je ne peux pas vous envoyer beaucoup d'argent car je suis à l'armée en ce moment et, comme vous le savez, la solde est loin d'être égale au SMIG. Mais les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Amitiés et bon courage. ■

La Direction Politique Nationale constate — par le nombre des contributions et le débat interne en vue du congrès — que les militants du P.S.U. ne désirent pas seulement maintenir leur parti mais surtout le rendre plus efficace. Pour cela, ils ont conscience que l'outil doit être amélioré et développé.

Les militants engagés aujourd'hui dans les luttes difficiles à tous égards aimeraient disposer de plus de moyens.

Cette volonté s'exprime aussi à l'extérieur du parti. De nombreux amis et sympathisants et les partisans d'un socialisme autogestionnaire veulent que le P.S.U. s'exprime avec plus de vigueur.

Il est plus nécessaire que jamais de briser le mur du silence des organes d'information — journaux, radios, télévisions — dont notre parti subit quotidiennement les conséquences.

Un obstacle demeure, toujours le même, le manque de moyens financiers.

La Direction Politique Nationale a pris des dispositions pour que la CAMPAGNE DES 500 000 soit une réussite.

D.P.N. ■

VIVRE ET LUTTER

La section de Chelles, réunie le 26 octobre au soir, a pris connaissance de la situation financière difficile du parti et a décidé de contribuer à son redressement : en adressant une contribution personnelle pour les camarades disposant de revenus réguliers (il y a les lycéens, étudiants ou chômeurs !) ; en versant au parti un bout des finances propres à la section (on prévoyait d'acheter un mégaphone, mais ça attendra) ; en écrivant aux sympathisants et anciens adhérents et en demandant leur soutien pour que le P.S.U. continue à vivre et à lutter. Ci-joint quatre chèques pour un montant de 900 F. ■

UN OUTIL QUI N'EST PAS PERIME

Le P.S.U., parti de l'autogestion socialiste, ne me semble pas être un outil périmé alors que les autres partis et organisations de gauche ou d'extrême-gauche continuent avec une aveugle ténacité sur leur lancée d'avant mars, ne proposant pas, dans leur ensemble, une nouvelle stratégie politique crédible.

En espérant que son prochain congrès lui permettra de se renforcer pour affirmer avec d'autant plus de poids son projet socialiste autogestionnaire, et évitera un quelconque éclatement suicidaire.

Amitiés autogestionnaires.

M. S., étudiant P.S.U. ■
Tours

P.S. : ci-joint ma participation à la souscription.

AU NOM D'UN CAMARADE

Notre camarade et ami, Jean Cimetière, est mort le 15 octobre (...).

Secrétaire de l'U.I.B.-C.F.D.T. de Château-Thierry, militant du P.S.U. depuis 1966, membre de la commission fédérale du P.S.U. de l'Aisne, il a toujours fait preuve d'un dévouement total et sa maladie a eu sans nul doute pour origine un épuisement physique dû à un surmenage militant.

En septembre, il avait laissé à sa mère — il était célibataire — des chèques pour différentes organisations. Après sa mort, elle nous a fait remettre celui que Jean destinait au P.S.U. C'est ce chèque de 3 000 F que je vous adresse aujourd'hui avec ces quelques lignes.

Bien amicalement,

Michel HERODY,
Section P.S.U.
de Château-Thierry. ■